

LE MONDE  
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ;  
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,  
20 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F C.I. ;  
Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 60 pes. ; États-Unis,  
50 c. ; France, 4,50 F ; Grèce, 100 dr. ; Irlande, 70 p. ;  
Italie, 1.000 L. ; Liban, 300 P. ; Luxembourg, 27 F. ;  
Norvège, 5,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,  
50 esc. ; Roumanie, 200 F R. ; Suède, 500 kr. ;  
Suisse, 1,40 fr. S. ; Tchécoslovaquie, 20 scs. ;  
Yugoslavie, 100 din. ;  
Taux des abonnements page 3  
5, RUE DES ITALIENS  
75127 PARIS CEDEX 05  
Tél. Paris 01 68 52 72  
C.I.P. 6297 33 PARIS  
Tél. : 244-72-23

L'ÉCLATEMENT DE LA COALITION A BONN

Les chrétiens-démocrates cherchent à former un gouvernement  
avant d'accepter des élections anticipées

Le poids de la crise

La crise économique rend-elle les démocraties ingouvernables ? On peut se poser la question en voyant M. Schmidt et son gouvernement payer leur tribut à cette vague de mécontentement latent qui, un peu partout en Europe, tend à faire « sortir les sortants », toutes étiologies politiques confondues. Le cas de la R.F.A. est d'autant plus spectaculaire que ce pays a mieux et plus longtemps résisté à la récession que la plupart des autres. Et que le chancelier peut se flatter de présenter un bilan plus qu'honorable.

Depuis quelques années, que de changements politiques en Europe ont eu lieu ! La crise mondiale pour cause unique, du moins essentielle ! La seule consolation des victimes de ce reflux des pouvoirs en place est que, si injuste il y a, elle a été assez équilibrée. Qu'ils fussent de droite ou de gauche, d'inspiration conservatrice ou de tendance socialiste, les gouvernements de nombre de pays ont ainsi évité non pas de reconnaître leur incapacité à trouver des réponses appropriées à la situation nouvelle, mais du moins celle de préserver leurs concitoyens des effets de la récession, en particulier le chômage et l'inflation et d'entretenir durablement la rêve des années prospères.

Ce fut, péle-mêle, le cas des travaillistes britanniques et des conservateurs, des socialistes néerlandais et de M. Giscard d'Estaing. Des sociaux-démocrates dans et de leurs homologues norvégiens. Et ce peut être, demain, celui du centre droit en Suède, en Espagne.

À la fin du règne de M. Schmidt paraît bien obéir à cette même remise en question générale des gouvernements en place provoquée par la crise. Même si, à la différence des conservateurs locaux et de la gauche, la politique politique y ont également en leur part. Il est significatif, par exemple, que la seule annonce de la rupture de la coalition de Bonn ait provoqué non une hausse, mais une baisse de la devise ouest-allemande. Le gouvernement de M. Schmidt avait pourtant pas si mauvaise réputation économique à l'étranger. Mais la seule idée d'un changement politique a suffi à provoquer cette flambée du mark.

Ce climat de « changement pour le changement » a pour inconvénient majeur de provoquer, bien davantage qu'un débat sérieux sur une réforme salutaire sur la crise, une sorte de négativisme général qui se manifeste en particulier sur le plan électoral. De plus en plus, il semble qu'on ait tendance, en Europe occidentale, à éliminer les gouvernements sortants, bien que leurs succès aient été positifs.

L'opposition ouest-allemande, si elle arrive au pouvoir comme elle a de solides raisons de l'espérer, pourrait à son tour prendre la mesure des ambiguïtés et des risques d'un tel état de choses. Saura-t-elle être la part de ce qu'elle doit à l'histoire du gouvernement sortant et à la lassitude inquiète provoquée par la récession ? Et ne pas confondre ce retour de balance avec une réelle et massive adhésion populaire à ses analyses ?

C'est probablement demandé beaucoup aux hommes politiques que d'exiger d'eux cette forme de lucidité désenchantée, et bien peu enthousiasmante. Ce pourrait cependant être, pour ces gouvernements européens qui doivent affronter la crise mondiale avec le peu de réserves mêmes années que leurs prédécesseurs, le commencement de la sagesse.

Une intense activité politique règne à Bonn où, dès le vendredi 17 septembre au soir, les députés des partis chrétiens-démocrates libéraux se sont réunis pour réfléchir à la constitution d'un gouvernement de centre droit.

Après la démission des ministres libéraux du gouvernement et l'interpellation au Bundestag de M. Helmut Schmidt, qui souhaiterait que soient organisées des élections anticipées, le chef du parti chrétien-démocrate, M. Helmut Kohl, s'est opposé à cette procédure.

Il négociera, dans les prochains jours, un programme de gouvernement avec M. Genscher. Ce dernier n'a obtenu qu'une faible majorité (dix-huit voix contre quinze) le soutien du comité directeur de son parti pour s'engager dans cette voie.

De notre correspondant

Bonn. — La déclaration du chancelier Schmidt, qui aura servi, vendredi 17 septembre, d'oraison funèbre à la coalition social-libérale au pouvoir à Bonn depuis treize ans, a été diversement appréciée. Pour certains, il s'est agi d'une fuite en avant ; d'autres la regardent, au contraire, comme un acte de courage, voire un coup de maître.

« balayant les minimes qui empoisonnaient l'agenda du gouvernement ».

La chancellerie ne s'est jamais sentie aussi chancelier que durant ce discours de quarante minutes qui a tranché le nœud gordien dans lequel avait fini par s'étrangler la coalition.

Conscient de rester populaire, même quand sa politique est critiquée, M. Schmidt n'a pas fait la moindre concession à ses partisans libéraux. Il s'est présenté en chef d'État, au fait de ses responsabilités et désireux de rendre compte à la nation. « Nous y laisserons des plumes », a-t-il textuellement déclaré, mais nous en payons notre part. La démission des ministres libéraux et la formation immédiate d'un gouvernement socialiste minoritaire ont offert au pays le spectacle d'un épisode sans précédent dans l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre.

Dans la soirée de vendredi, un point ressemblait clairement aux préparatifs de la journée : que le chancelier Schmidt soit renversé la semaine prochaine à la suite d'un vote de défiance constructif (qui suppose assurée la relève du gouvernement par une majorité de remplacement) ou que, avec un gouvernement minoritaire, il gère plus longtemps les affaires de l'État, le Parlement actuel n'a pas eu de doute sur son mandat.

D'un côté, le chancelier propose des élections à l'issue négative d'une question de confiance qu'il poserait au Parlement. De l'autre, les libéraux et les chrétiens-démocrates, bon gré mal gré (plutôt mal gré chez les libéraux), ne peuvent se soustraire à de nouvelles élections, mais ne veulent en entendre parler qu'après une expérience, éventuelle, de la coalition C.D.U.-F.D.P. C'est donc sous ces auspices que se présentent les négociations qui vont s'ouvrir entre l'ex-partenaire du S.P.D. et les chrétiens-démocrates.

Le prochain chancelier s'appellera-t-il Helmut Kohl, dirigeant de la C.D.U., laquelle avec 225 sièges est le plus important parti du Bundestag ? C'est ce qui devrait se dégager de la logique d'une situation où il ne manque à ce parti que vingt-cinq voix pour obtenir la majorité absolue.

Il se pose déjà un problème d'hommes : il n'y a guère d'observateurs qui accordent à M. Helmut Kohl le caractère d'un chef. Il en a certaines capacités : il n'est pas arrivé là où il en est par hasard, mais il lui manque

sans doute ce « charisme » sans lequel on ne dure pas au pouvoir.

Il a été remarqué, par exemple, que les chrétiens-sociaux (le parti bavarois, frère de la C.D.U.) n'avaient pas fait entendre leur voix dans les interventions qui suivirent la déclaration de M. Schmidt. Dans la soirée, l'homme fort de la C.S.U., le ministre-président bavarois, M. Franz Josef Strauss, a insisté sur la nécessité d'une vision qu'il ne bouterait pas de Munich pour participer à un gouvernement aux destinées duquel M. Helmut Kohl présiderait, mais qu'il pourrait fort bien sortir de sa réserve lorsque des élections générales auraient lieu. M. Helmut Kohl ne serait-il ainsi qu'un chancelier de transition ?

ALAIN CLÉMENT

(Lire la suite page 2.)

Washington a voté la résolution  
condamnant l'occupation  
de Beyrouth-Ouest par Israël

Washington a voté, vendredi 17 septembre, la résolution jordanienne adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité qui condamne « la récente incursion israélienne dans Beyrouth-Ouest en violation des accords ». À Paris, M. Claude Cheysson a « dénoncé et condamné une tentative en cours que rien ne justifie ». Toute résistance à cette à Beyrouth-Ouest que, selon M. Sharon, les forces israéliennes quitteront « par étapes, en quelques semaines ».

(Lire page 5.)

La contre-attaque de M. Mauroy

À la veille de la rentrée parlementaire, qui doit avoir lieu mardi 21 septembre, la majorité et l'opposition continuent de polémiquer sur un thème unique : la gauche est-elle capable de gouverner correctement le pays ? Les échanges se font de plus en plus vifs.

À Marseille, vendredi soir, au cours d'un meeting organisé par l'U.D.F., M. Raymond Barre, revenant à la charge, a notamment déclaré : « Verbalage et gaspillage sont les deux manières de la médiocrité socialiste ».

Pour sa part, M. Pierre Mauroy, a répliqué, vendredi après-midi, aux critiques de son prédécesseur mais aussi à celles de M. Jacques Chirac et de M. Giscard d'Estaing. Le premier ministre a relevé le défi lancé par l'ancien président de la République, selon lequel, « le socialisme, ça ne marche pas ». Il a estimé que M. Giscard d'Estaing contribuait à « effrayer les Français par tous les moyens ».

An cours du week-end, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., devait être l'invité du Club de la presse d'Europe 1 et M. René Monory (U.D.F.), ancien ministre, celui du Grand jury de R.T.L.-Le Monde.

par ALAIN ROLLAT

du gouvernement, la gauche peut imposer sa volonté aux tendances économicques. Elle ne doit pas s'abandonner à ces poisons de la croissance zéro », mais, au contraire, son objectif doit être d'« aller au maximum de la croissance possible », sous peine de faillir à sa vocation : rompre avec le système capitaliste.

Confrontation de deux sensibilités, voire de deux conceptions différentes de l'évolution de l'histoire, plus que querelle véritable. Vendredi, au cours d'une visite à Cahors, M. Rocard, interrogé sur la préparation du IX<sup>e</sup> Plan, affirmait sa solidarité avec les autres membres du gouvernement et indiquait qu'il n'a, à ce sujet, « aucun différend » avec le premier ministre. M. Mauroy, en tout cas, a clairement fixé la doctrine gouvernementale : le Plan, lui aussi, sera optimiste.

Dans l'esprit du premier ministre, toutefois, il ne s'agit pas seulement de clore la contro-

verse ouverte le 8 septembre lors de l'installation, par M. Rocard, de la commission nationale de planification.

(Lire la suite page 5.)

LE JEUNE CINÉMA A HYÈRES

Trio

On a vu une rareté : le premier documentaire acadien de Louléane, sur la « guerre des cravattes » qui a eu lieu en 1938. Après quelques clichés de la dure réalité turque, on s'est retrouvé au Japon en 1950, grâce à un réalisateur de Taiwan. On a suivi aussi le parcours très bien filmé d'une héroïne des Pays-Bas pendant l'occupation allemande. Une fois de plus, le Festival d'Hyères — dont la sélection est assurée par Pierre-Henri Delaunay, également responsable à Cannes de la Quinzaine des réalisateurs — a rempli sa mission : organiser un voyage mouvementé à travers le jeune cinéma international.

Les films les plus intéressants auront été comme d'habitude ceux dont les auteurs cherchent à entraîner des spectateurs vers une perception inusuelle. La Guerre des cravattes, de Piotr Szulkin, déjà présenté au début de l'année au Festival d'Avoriaz, relève d'un procédé extrême puis-

qu'il s'agit de science fiction. Les Maritimes, en débarquant sur terre, se comportent comme les occupants les plus barbares. La télévision est chargée de faire collaborer la population et réduit au silence, avec des méthodes dignes des procès des années 50, un journaliste indépendant.

Dans le L.T. de Marion Hansel, adapté d'un roman de Dominique Rolin, une femme attend la mort de l'homme qu'elle aime. Elle guette un rôle ultime, elle se souvient. La maladie a progressivement dégradé le corps, mais pas l'amour. C'est un film sur le triomphe de la vie. Vouloir le montrer, le démontrer, tout en laissant à la mort son scandale, était un pari à peu près impossible à tenir. Un peu trahie par des acteurs trop démonstratifs, Marion Hansel, par la beauté de sa mise en scène, parvient cependant à ses fins.

CLAIRE DEVARRIEUX

(Lire la suite page 5.)

LA RÉFORME DU STATUT  
DE LA CAPITALE

M. Chirac s'apprete à réunir  
le Conseil de Paris  
en session extraordinaire

(Lire page 5.)

(Lire page 5.)

D'un démantèlement  
à un autre

Les policiers parisiens ont quand même eu, vendredi, un motif de satisfaction. Leur coup de filet visant l'organisation clandestine d'ultra-gauche est « important, très important ». Par les personnes interpellées et par les possibles conséquences de ces « prises ».

Si l'on précise, de bonnes sources, que cette opération de police n'a pas de lien avec l'attentat de la rue Cardinet, on se peut cependant avoir porté un coup au terrorisme d'origine interne, mais aux ramifications étrangères.

Dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 septembre, des interpellations et des perquisitions avaient encore lieu, les interrogatoires des personnes gardées à vue, au nombre de treize, commençaient, et les enquêteurs entamant le tri des saisies effectuées et la lecture de nombreux documents.

LAURENT GRELSAMER

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR

PARLERIE

Le bruit des explosions attire les dirigeants. Rue Cardinet, comme d'habitude — car il faut bien, désormais, parler d'habitude — beaucoup sont venus dire leurs phrases, préparées ou maladroites. Des propos d'adultes encombrent de cette « parlerie » que détestait M. Montaigne, les choses simples.

Mais, sur le trottoir, on a entendu cette fois une parole aisée. Sobre et directe comme l'enfant qui l'a dite : « Tout ce qu'il y a de mal, c'est la mort, et il n'y a rien de bon. »

BRUNO FRAPPAT.



Le Monde

# étranger

## L'ÉCLATEMENT DE LA COALITION GOUVERNEMENTALE

APRÈS LEUR LONGUE RECONQUÊTE DU POUVOIR

### Les chrétiens-démocrates veulent mettre en œuvre une autre philosophie de l'État

La décision du chancelier Schmidt, après les élections de dimanche, de laisser les dirigeants de la C.D.U. qui estiment que le chef du gouvernement allait chercher à reprendre l'initiative politique de cette rentrée, laisse la situation n'est pas encore suffisamment clarifiée pour que soient levées toutes les incertitudes qui pèsent sur leur comportement immédiat. En effet, selon des réflexions du parti chrétien-démocrate, ces incertitudes sont de deux ordres.

La première concerne le calendrier des opérations. Les sondages, en effet, ont incité la C.D.U. à tenter sans attendre d'obtenir sa chance électorale. Les dernières enquêtes d'opinion publiées ont accordé une courte majorité absolue des intentions de vote, que le système de représentation proportionnelle « amélioré » transformait sans doute en une assez confortable majorité de sièges au Bundestag. Mais la présence des dirigeants chrétiens-démocrates trait à un scrutin un peu plus tard, pour différentes raisons.

Il ne s'agit pas, psychologiquement, d'apparaître devant le « voteur » de M. Schmidt, dont la cote d'approbation personnelle pourrait être restée assez élevée dans l'opinion — notamment après son « coup » du 17 septembre, un certain délai de visibilité permettrait en outre à la C.D.U. de conforter son image de grand parti de gouvernement, en ayant durant quelques mois une sorte de pouvoir de transition puis d'aller aux élections en disposant du léger avantage que les observateurs attribuent traditionnellement aux gouvernements sortants en R.F.A.

Enfin, les chrétiens-démocrates mesurent que leurs alliés potentiels du F.D.P. pourraient être tentés à la catastrophe électorale en affrontant dès aujourd'hui le suffrage universel. Ils ont donc donné évidemment une autre chance de se faire entendre face à un grand partenaire, qu'il soit de droite ou de gauche, que si ses voix au Bundestag ne sont pas nécessaires à la survie d'un gou-

vernement. Or l'ampleur de la victoire électorale chrétien-démocrate pourrait être telle que les libéraux seraient, en quelque sorte, découragés de se joindre à la C.D.U.

Il est en revanche un doute qui paraît levé dans les rangs chrétiens-démocrates : celui qui pouvait planer sur le destin personnel de M. Kohl. Le président de la C.D.U., qui avait dû s'effacer devant M. Strauss, aux élections d'octobre 1980, avait certes consolidé sa position depuis les dernières élections. Ses amis ne manquaient jamais de rappeler que, sans sa direction, la C.D.U. avait remporté 48,6 % des voix en 1976, tandis que la candidature du ministre-président bavarois n'en avait valu que 44,5 % à la famille chrétienne-démocrate. Il y a deux ans, mais à l'intérieur même de celle-ci, les critiques et les rivaux ne manquaient pas, depuis plusieurs années, à M. Kohl.

Ce dernier aura finalement été servi par le nombre (et peut-être aussi l'impétuosité) d'un peu voyant dans certains cas) de ses challenges. « Des hommes connus », M. Albrecht, Stoltenberg, Spatz, von Weizsäcker ou Kiep sont certainement remarquables, estime un des responsables de la C.D.U. proche de M. Kohl, mais ils se neutralisent les uns les autres par leur multitude même. Finalement, Erhard Kohl n'est pas un homme d'exception.

Le problème se pose d'ailleurs, dans certains cas) de ses challenges. « Des hommes connus », M. Albrecht, Stoltenberg, Spatz, von Weizsäcker ou Kiep sont certainement remarquables, estime un des responsables de la C.D.U. proche de M. Kohl, mais ils se neutralisent les uns les autres par leur multitude même. Finalement, Erhard Kohl n'est pas un homme d'exception.

Reste à savoir que faire de M. Strauss. Le ministre-président de Bavière s'est récemment prononcé, dans le journal chrétien-social *Bayern Kurier*, en faveur d'élections anticipées. Selon son entourage, il est prêt à accepter l'hypothèse d'un scrutin anticipé, mais il ne se sent pas obligé de le faire. M. Kohl, qui assure la direction effective des opérations, et qui incarne pour la C.D.U. l'esprit d'arriver à la chancellerie.

Reste à savoir que faire de M. Strauss. Le ministre-président de Bavière s'est récemment prononcé, dans le journal chrétien-social *Bayern Kurier*, en faveur d'élections anticipées. Selon son entourage, il est prêt à accepter l'hypothèse d'un scrutin anticipé, mais il ne se sent pas obligé de le faire. M. Kohl, qui assure la direction effective des opérations, et qui incarne pour la C.D.U. l'esprit d'arriver à la chancellerie.

Reste à savoir que faire de M. Strauss. Le ministre-président de Bavière s'est récemment prononcé, dans le journal chrétien-social *Bayern Kurier*, en faveur d'élections anticipées. Selon son entourage, il est prêt à accepter l'hypothèse d'un scrutin anticipé, mais il ne se sent pas obligé de le faire. M. Kohl, qui assure la direction effective des opérations, et qui incarne pour la C.D.U. l'esprit d'arriver à la chancellerie.

Reste à savoir que faire de M. Strauss. Le ministre-président de Bavière s'est récemment prononcé, dans le journal chrétien-social *Bayern Kurier*, en faveur d'élections anticipées. Selon son entourage, il est prêt à accepter l'hypothèse d'un scrutin anticipé, mais il ne se sent pas obligé de le faire. M. Kohl, qui assure la direction effective des opérations, et qui incarne pour la C.D.U. l'esprit d'arriver à la chancellerie.

vent été cités parmi ceux des rivaux de M. Kohl. Ils exercent en effet dans leurs Länder respectifs des fonctions régionales essentielles. Les chrétiens-démocrates pourraient en effet, Land après Land, leur conquête des régions, extrêmement importantes à la fois pour les voix que cette situation leur vaut au Bundestag (la « chambre haute » du Parlement) et pour le pouvoir qu'ils en retirent auprès des chaînes de radio et de télévision locales. Sur ce point, les chrétiens-démocrates n'ont guère de doute. Le 26 septembre prochain en faveur de la C.D.U.

Soudain, de ne pas négocier une implantation régionale qui les aura grandement aidés dans leur reconquête du pouvoir, les chrétiens-démocrates se disent également conscients de la nécessité de préserver l'unité de leur famille politique. Jusqu'à présent, les chrétiens-démocrates ont été une force politique cohésive, leur analyse, le risque constant de débordement par l'aile gauche du S.P.D. qu'a dû affronter M. Schmidt, n'a pas pesé dans la décision de son départ final. Ils tiennent à éviter semblable situation, que ce soit sur leur propre gauche ou sur leur droite. À l'heure actuelle, les rapports avec la C.D.U. (sauf en ce qui concerne le cas de M. Strauss) sont bons.

En matière de diplomatie et de défense, les chrétiens-démocrates vont chercher à réduire les rapports de la République fédérale avec les États-Unis en les plaçant sous le signe d'une « nouvelle confiance », mais sans esprit d'abandon. Ils sont, d'ailleurs, très attachés à la politique de Bonn sera réaffirmée, mais l'Ostpolitik, la politique d'ouverture — à l'Est, inaugurée jadis par M. Brandt, sera poursuivie pour l'essentiel. « L'objectif du processus de réconciliation », est peut-être l'objectif, explique-t-on à la C.D.U., mais c'est un coup parti. Il y a en d'autres termes, il y a une certaine détermination à l'égard de la politique étrangère.

#### Une « nouvelle confiance »

D'une manière générale, on assure dans les rangs chrétiens-démocrates qu'il s'agit bien d'une « nouvelle confiance », mais sans esprit d'abandon. Ils sont, d'ailleurs, très attachés à la politique de Bonn sera réaffirmée, mais l'Ostpolitik, la politique d'ouverture — à l'Est, inaugurée jadis par M. Brandt, sera poursuivie pour l'essentiel. « L'objectif du processus de réconciliation », est peut-être l'objectif, explique-t-on à la C.D.U., mais c'est un coup parti. Il y a en d'autres termes, il y a une certaine détermination à l'égard de la politique étrangère.

La C.D.U. voudrait profiter de son retour aux affaires, si à bien lieu, pour mettre en œuvre une politique fondée sur une philosophie de l'État très différente de celle des sociaux-démocrates. L'accent sera mis sur l'initiative et la responsabilité individuelles. L'intervention de la collectivité sera, au contraire, allégée ou limitée. Pas seulement pour réduire l'endettement public mais aussi parce que les chrétiens-démocrates ont une conception très nette que l'on assiste, un peu partout en Europe, depuis plusieurs années, à la remise en question de cette intervention par les propres bénéficiaires, ce qui mène à une dégradation permanente.

En même temps, ils mesurent qu'ils ne sauraient modifier radicalement le système de protection sociale sans susciter de très graves oppositions sur le plan syndical. Et ils assurent garder à l'esprit que le futur gouvernement, confronté comme ses prédécesseurs à la crise mondiale, aura besoin de la coopération du monde du travail. Il ne devrait pas y avoir de véritable « choc de choc » à l'allemande.

BERNARD BRIGOULEUX.

ERNST HEINRICH SCHÖN, l'un des principaux responsables de la déportation des Juifs de France, âgé de soixante-deux ans, a été remis en liberté pour raisons de santé après avoir purgé trois ans de prison, soit la moitié de sa peine. C'est-on apprend, le 18 septembre à la pour d'appel de Bamberg, en Bavière. La cour, surés de laquelle il a été condamné, a décidé de le libérer. M. Schön, qui avait été condamné à mort par le tribunal des forces armées de Paris, avait été libéré durant son procès. Il y a deux ans à Cologne, par des anciens détenus du camp de transit de Drancy. (A.F.P.)

### L'inquiétude du parti libéral pour sa survie a été en grande partie à l'origine de la crise

Comment en est-on arrivé là ?

Pourquoi le parti libéral, qui avait aux dernières élections remporté un très beau score en se présentant comme l'« allié des sociaux », s'est tout fait depuis des mois pour se border cette coalition à laquelle il participait depuis treize années ?

Pour des raisons de fond, sans doute, qui tiennent essentiellement à la philosophie du parti libéral en matière économique. Un parti qui professe le libéralisme économique et la rigueur budgétaire peut trouver des compromis et même des accords, avec le S.P.D. en période d'expansion. En revanche, en période de récession, ce parti est tiré vers la droite et l'alliance n'est plus possible avec des sociaux-démocrates qui, pour n'avoir jamais tenté de construire une économie « socialiste », n'en restent pas moins proches de leur base syndicale.

C'est le magazine *Der Spiegel* qui se demandait, dans un de ses récents numéros, si l'histoire se répète, en évoquant l'alliance du S.P.D. avec le parti populaire libéral conservateur, à la fin des années 20, l'éclatement de la coalition dû à la crise, et le départ du chancelier social-démocrate Müller. Le S.P.D. a dû ensuite attendre treize ans avant de revenir au pouvoir.

L'accord n'est pas possible en période de crise et le ministre de l'économie de M. Schmidt en a fait une démonstration provocatrice, dimanche dernier, en présentant une série de propositions budgétaires évidemment inacceptables pour le S.P.D. L'effacement sur ce thème avait d'ailleurs déjà eu lieu il y a un an, lors de la préparation du budget 1982. L'accord avait alors été trouvé sur un budget qui réduisait nettement l'influence libérale et amorçait un tournant dans la politique financière de la coalition.

Un an plus tard, cependant, le chancelier ne pouvait plus se permettre de nouvelles concessions à ses partenaires libéraux. Dans une situation économique qui s'était encore détériorée (le nombre des chômeurs va bientôt franchir le cap des deux millions), il ne pouvait pas, vis-à-vis des syndicats qui ont accepté il y a quelques mois un accord de modération salariale, soumettre à des mesures qui auraient été perçues comme antisociales. Il ne pouvait pas d'autre part vis-à-vis des libéraux, paraître céder à ce qui se présentait aussi comme une surenchère politique.

La crise économique exigeait-elle des mesures aussi sévères que celles présentées par M. Landsberg ? Sûrement pas, et les propositions du ministre de l'économie, par leur radicalisme, ont été justement perçues comme un acte de sécession par rapport au gouvernement.

Elles ont, en fait, été le prétexte pour poser les questions de fond, alors que depuis des semaines les libéraux semblaient ne se livrer qu'à des manœuvres calculatrices qui ne pouvaient leur valoir que le discrédit. Par là, paraît-il, si oui, à quel moment pour s'en tirer au mieux ?

Telles semblaient être les principales préoccupations, dans un climat politique qui devenait de plus en plus malsain. On disait blanc à Bonn et noir en Hesse, on faisait alterner déclarations d'allégeance et coups en traître, « petites phrases » et démentis dans la presse, menaces de départ et professions de fidélité à la coalition, retour à la bonne volonté conciliante.

#### Un parti menacé

Le chancelier, dans cette tourmente, restait indéroutable. Il rappelait la légitimité du mandat que lui avaient confié ses électeurs jusqu'en 1984 et n'exigeait de ses partenaires que le courage de la clarté qui leur faisait pitoyablement défaut. C'est lui qui finalement le leur a imposé, en les poussant à une démission qu'ils n'avaient pas envisagée dans l'immédiat.

La situation très difficile dans laquelle se trouve le parti libéral depuis un peu plus d'un an explique ces attitudes devant une décision de rupture qu'un journal ouest-allemand définissait il y a quelques semaines en ces termes : « Se suicider par peur de mourir ».

Difficultés internes d'abord : à être trop longtemps l'allié d'un même partenaire, le petit parti libéral risquait d'y perdre son identité, de ne plus représenter dans l'esprit des électeurs qu'un satellite du S.P.D. Bon nombre de militants entrés dans le parti au cours des dix dernières années se distinguaient assez peu de leurs homologues sociaux-démocrates. L'aile droite, derrière M. Genscher et Landsberg, plus fidèle à la tradition libérale, bien que

nettement majoritaire, ne représente que l'une des composantes du parti.

A cette menace interne, qui a plutôt joué le rôle de frein, s'en ajoutent d'autres, externes, qui expliquent que les libéraux aient finalement décidé de faire volte-face avant le terme de la législature, en 1984. Très tôt après le succès remporté aux élections d'octobre 1980, les chiffres se sont mis à parler un autre langage, inquiétant d'abord, puis cruel.

Inquietant dès le mois de mai 1981, où la coalition social-libérale perdait, avec le gouvernement de Berlin-Ouest, l'un de ses fiefs les plus importants. Inquietant, en mai dernier, en Basse-Saxe, où le recul du S.P.D. et du F.D.P. préfigurait clairement un recul général devant une opposition qui amplifierait ses positions. Cruel enfin, quelques mois plus tard, à Hambourg, où le F.D.P., avec moins de 5 % des suffrages, était rayé de la carte des groupes parlementaires du Land.

À Berlin, en Basse-Saxe, à Hambourg, tandis que les deux partis refusaient la vague des « vertes », monnaie, qui venait bouleverser le paysage politique d'un Land où la coalition avait, depuis treize ans, assis sa force tranquille. Les leçons de ces scrutins étaient claires pour les libéraux : soit un recul trop net des sociaux-démocrates les confinant dans l'ombre de l'opposition ; soit l'arrivée des « vertes », privant les deux formations de bon nombre de leurs électeurs, menaçant le F.D.P. de disparition pure et simple. D'où le cas à Hambourg, où c'est le parti vert qui joue « sous conditions » — le rôle de soutien d'un gouvernement social-démocrate minoritaire.

Le parti libéral avait, en tout cas, perdu, dans un système à quatre composantes, le rôle de partenaire obligé d'une des deux grandes formations politiques, rôle qui faisait sa force depuis des années et lui avait valu, dans le dernier gouvernement Schmidt, avec 10 % de l'électorat, quatre des principaux portefeuilles ministériels : les affaires étrangères, l'économie, l'intérieur et l'agriculture. Il en tira les conséquences : il opta, en Hesse, où des élections devaient avoir lieu le 26 septembre, pour un changement d'alliance. Chacun eut dès lors le sentiment que les jeux étaient faits et que la réédition, à Bonn, de ce qui s'était produit à Wiesbaden n'était plus qu'une question de temps.

#### A travers le corps social tout entier

D'autre part, cette montée des « vertes » et des « alternatives » n'avait pas seulement des répercussions électorales. Certains des thèmes dont ils étaient porteurs se sont diffusés à travers le corps social tout entier, ébranlant, parmi les partis, celui qui leur était par nature le plus réceptif : le S.P.D. Après la campagne contre le nucléaire civil qui avait déchiré le parti en 1980, la vague pacifiste des années 1981 et 1982 a fait vivre à la social-démocratie la crise la plus aiguë qu'elle ait sans doute jamais connue. Le spectacle de division interne qu'a offert pendant des mois le S.P.D. a été, avant l'ouverture des hostilités entre sociaux-démocrates et libéraux, le prélude à la chute. L'ouverture de négociations entre les deux superpuissances sur les armements nucléaires en Europe est venue à point nommé, avant le congrès de Munich en avril, pour calmer ces affrontements au sein du parti social-démocrate.

Mais le germe de la discorde avec les libéraux avait été semé : l'embarras des sociaux-démocrates « pacifistes » avait contraint le F.D.P. à prendre très nettement ses distances. Elle offrait des arguments à la droite qui faisait à dessein l'ampoule et dénonçait les tendances antimilitaristes des hommes au pouvoir à Bonn. Si la querelle des euro-missiles s'est — provisoirement — apaisée, le problème n'était pas réglé pour autant : c'était celui, pour les libéraux, de leur coexistence avec l'aile gauche du S.P.D. quand celle-ci devient trop remuante ; c'était, pour le S.P.D., celui de sa capacité ou de sa volonté de « récupérer » une jeunesse qui tend à se détourner des partis traditionnels.

L'ère Willy Brandt avait été marquée — entre autres choses — par l'intégration d'une partie de l'opposition extra-parlementaire de la fin des années 60 dans les rangs du parti. L'ère du chancelier Schmidt aura été marquée, au moins dans sa dernière phase, par les tensions entre la raison d'État qui défendait M. Helmut Schmidt et la raison du parti qu'a continué à défendre M. Willy Brandt, resté président du S.P.D. Le second, et ses

partisans plus encore, faisaient valoir qu'un parti progressiste ne peut rester étranger à des courants d'idées ou à des aspirations auxquelles adhèrent massivement les jeunes.

Le premier, fidèle à la base syndicale traditionnelle du S.P.D. et soutient de maintenir la cohésion de la coalition — jusqu'à ce que ces deux impératifs deviennent contradictoires — ne voulait, devant l'importance des questions soulevées (des engagements envers l'O.T.A.N., le nucléaire civil...), jouer le labyrinthe ou la séduction, même envers ceux qui représentaient son futur électeur. Ce dilemme, qui est une constante de l'histoire de la social-démocratie ouest-allemande, ne disparaît pas aujourd'hui. Mais il se pose, en des termes nouveaux pour le S.P.D. dans l'opposition.

CLAIRE TRÉAN.

### LES CHRÉTIENS-DÉMOCRATES CHERCHENT À FORMER UN GOUVERNEMENT

(Suite de la première page.)

De toute façon, son investiture dépendra autant de la C.S.U. que du F.D.P. Ce dernier parti tremble à l'idée d'élections qui pourraient le menacer dans son existence même, mais ce n'est pas l'aspect le moins paradoxal de cette situation. Avec cinquante-trois députés sortis des urnes d'octobre 1980, les libéraux avaient atteint un record absolu. Ils ne peuvent plus que reculer. Or ce sont eux principalement qui ont introduit dans la coalition une pomme de discorde qui a conduit au divorce d'hier. Peut-être est-ce inévitable et n'est-ce pas, uniquement la faute du F.D.P. A droite comme à gauche, des forces centrifuges sont à l'œuvre depuis des mois. La dissolution de la coalition social-libérale n'a fait que le confirmer.

#### ALAIN CLÉMENT.

Répondant à une porte qu'il a ouvert il y a un peu plus d'un an, Alain Clément redonne corps à l'essai de la coalition social-libérale.

Une remarque : le premier article.]

### LES SCÉNARIOS POSSIBLES

M. Schmidt dirige depuis le vendredi 17 septembre, après la démission des ministres libéraux, un gouvernement minoritaire. La situation peut évoluer selon différents scénarios :

— Les chrétiens-démocrates (C.D.U.-C.S.U.) et les libéraux, après avoir conclu un accord de gouvernement, présentent dans les prochains jours une « motion de confiance constructive ». C'est-à-dire inversement M. Schmidt est élu à la majorité absolue un autre chancelier. Des élections ne s'imposent pas, selon la loi fondamentale, avant la fin normale de la législature.

— Les chrétiens-démocrates et les libéraux ne parviennent pas à s'entendre sur un programme de gouvernement ou craignent de ne pas recueillir la majorité absolue sur une « motion de confiance constructive ». Dans ce cas, le chancelier Schmidt peut poser la question de confiance en étant assuré qu'elle ne sera pas votée. Ces députés sociaux-démocrates s'étant engagés dans ce sens. Il demande ensuite au président de la République de dissoudre le Parlement dans les vingt et une jours et de convoquer des élections anticipées.

— Le chancelier a aussi la possibilité théorique de continuer à gouverner à la tête d'un gouvernement minoritaire, ou celle de donner sa démission, ce qui obligerait le président de la République à désigner un nouveau chancelier ou à dissoudre le Parlement. Mais ni l'un ni l'autre de ces possibilités ne sont sérieusement envisagés à Bonn.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Avis aux lecteurs : Directeur de la publication : Robert Basse-345 (1984-1985)  
Jacques Favre (1986-1987)  
Imprimé : Imprimerie de la S.A.R.L. Le Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-20  
Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration  
Composition par les journaux et publications de la S.A.R.L. Le Monde  
ISSN : 0395-2057

**GENERAL ELECTRIC**  
**Réfrigérateurs NO FROST**

Pour GENERAL ELECTRIC, un réfrigérateur ne doit pas seulement produire du froid. Le vrai confort c'est de pouvoir servir chaque aliment à la bonne température (hors d'œuvre froids, salades, desserts) et d'obtenir immédiatement, d'un seul geste, sans même ouvrir la porte, de la glace (en cubes ou pilée) ou de l'eau glacée.

Tous les réfrigérateurs GENERAL ELECTRIC sont équipés de système no-frost (sans dégivrage) et d'un économiseur d'énergie.

**GENERAL ELECTRIC** - 11, place de la Porte Champerret - PARIS 17<sup>e</sup> - tél. 574.76.50  
60, av. de la Division Leclerc - ANTONY - tél. 566.04.16  
P.A.F. - 183, av. du Maine - PARIS 14<sup>e</sup> - tél. 540.94.10  
Palais de la Machine à Laver - 208 bis, fbg St Denis - tél. 203.50.64

501 من الاربعين







## PROCHE-ORIENT

### L'OCCUPATION DE BEYROUTH-OUEST PAR LES FORCES ISRAÏEENNES

Dans des termes proches de ceux de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, les condamnations de l'invasion de Beyrouth-Ouest par les Israéliens se multiplient dans le monde. M. Trudeau, premier ministre canadien, estime qu'elle ne fait qu'assombrir les perspectives de paix - et le chef du gouvernement italien, M. Spadolini - condamne ces nouvelles et sanglantes actions militaires.

À BEYROUTH-OUEST, les forces d'Israël continuent ce samedi leurs perquisitions et arrestations parmi les éléments de la population susceptibles d'avoir appartenu à des milices pro-palestiniennes. La radio des Moujahidoun, formation armée sunnite nassérienne, a cessé d'émettre vendredi. Une résistance

pourrait encore se manifester dans les secteurs musulmans, où est implantée l'organisation chitite Amal.

Jérusalem a proposé, vendredi, à l'émis-saire américain, M. Draper, que les armées israélienne et libanaise prennent contact - pour discuter du remplacement des soldats israéliens par des Libanais. Selon notre correspondant, ces conversations s'engageraient lundi, ce qui n'est nullement confirmé de source libanaise.

Les soldats israéliens qui, au cours des combats contre les Moujahidoun, avaient occupé, mercredi 15 septembre, une partie du périmètre de l'ambassade soviétique l'ont évacuée vendredi. Selon les diplomates sovié-

tiques à Beyrouth, les Israéliens ont pénétré dans le bâtiment du consulat.

Après M. Amine Gemayel, l'un des dirigeants du parti des Kataeb, et frère aîné du président élu assassiné le 14 septembre, M. Camille Chamoun, ancien président de la République libanaise (1962-1963), s'est porté candidat à l'élection présidentielle. En exil à Paris depuis 1977, M. Raymond Edde, président du Bloc national, député et ancien ministre, a aussi rendu publique sa candidature, par une déclaration à l'A.F.P., en réitérant toutefois les conditions qu'il avait posées à un tel geste dès le début de l'année : le retrait de l'armée israélienne, le retrait des forces syriennes et l'envoi de forces milit-

naires pour les remplacer dans les positions qu'elles occupent.

● À DAMAS, M. Yasser Arafat a commencé vendredi une tournée, qui doit le conduire dans les pays ayant accueilli des combattants palestiniens. M. Arafat, chef du P.O.L.P., présidera une réunion du « parlement » des fedayin. M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique du P.O.L.P., a approuvé le plan de paix. Breveté au Proche-Orient en sept points (1. le Monde, du 17 septembre) et a rendu un vibrant hommage à l'appui continué de l'U.R.S.S. aux P.O.L.P. (A.F.P., Renter, A.P.)

#### Au Conseil de sécurité

### Les États-Unis ont voté la résolution condamnant Jérusalem

De notre correspondante

New York (Nations unies). — Après deux jours de débats, le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à la demande du Liban, a adopté vendredi soir 17 septembre, à l'unanimité de ses quinze membres, une résolution condamnant la prise de Jérusalem par les forces israéliennes dans Beyrouth-Ouest en violation des résolutions du Conseil de sécurité.

La résolution, intitulée « la réoccupation de Jérusalem par Israël », a été adoptée à l'unanimité de ses quinze membres. Elle condamne l'occupation de Jérusalem par Israël, et demande à Israël de se retirer de Jérusalem. La résolution a été adoptée à l'unanimité de ses quinze membres. Elle condamne l'occupation de Jérusalem par Israël, et demande à Israël de se retirer de Jérusalem.

Le représentant de la France a souligné l'importance que Paris accorde à l'entrée en action « d'urgence » des observateurs des Nations unies à Beyrouth dans le but de protéger les populations civiles et de faire respecter les accords précédemment intervenus.

Le premier jour des débats avait été marqué par des échanges entre le représentant de la Syrie, M. El-Fakhal, et celui d'Israël, M. Yehoudi Shum, chacun accusant l'autre d'avoir fait assassiner Gemayel.

### Washington estime avoir été trompé par les Israéliens sur leurs intentions véritables

De notre correspondant

Washington. — Ce n'est pas de gaieté de cœur que les États-Unis se sont associés à la condamnation d'Israël au Conseil de sécurité.

M. Reagan a déclaré, après avoir reçu les membres du Congrès, que les Israéliens ont trompé Washington sur leurs intentions véritables.

Cela n'empêche pas les dirigeants américains de s'être tout de même trompés pendant les vingt-quatre premières heures de l'occupation. Israël leur avait fait croire que c'était une opération préventive et limitée. Et ils s'étaient persuadés que cela pouvait être effectivement une garantie utile contre des troubles locaux. Leurs yeux se sont ouverts le lendemain. Et des propos assez durs ont été échangés avec Jérusalem, en public et en privé.

### M. Sharon évoque un retrait « par étapes, en quelques semaines »

De notre correspondant

Jérusalem. — La ministre de la défense, M. Sharon, a déclaré à la radio, le samedi matin 18 septembre, à la suite de la résolution du Conseil de sécurité, demandant à Israël de quitter immédiatement Beyrouth-Ouest, que ses forces se retireraient « par étapes, en quelques semaines ».

Le radio a, en effet, diffusé, sans les démentir, des informations en provenance de Beyrouth selon lesquelles les forces israéliennes, appuyées par l'armée libanaise, envisagent d'expulser tous les habitants des camps et de les transférer à l'est du Liban en territoire contrôlé par les Syriens.

Des pourparlers entre les représentants de l'armée israélienne et de l'armée de Beyrouth pour discuter du remplacement des soldats de l'État hébreu par des militaires libanais doivent s'engager lundi. Ils risquent de se prolonger pour laisser le temps à Israël de terminer les fouilles et arrestations qui se poursuivent à un rythme accéléré à Beyrouth-Ouest.

Un correspondant militaire de l'État hébreu, dans une longue enquête, qu'une semaine avant l'attentat perpétré contre l'ambassadeur israélien en Grande-Bretagne, le 3 juin, le chef d'état-major a réuni les généraux pour débattre des nouvelles données de l'opération prévue au Liban. Selon le journal, le début des opérations avait été reporté cinq fois au cours de l'année précédente. (Intérlin.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

LA JUSTICE ARGENTINE réclame l'extradition du chef de la loge maçonnique P2, M. Gelli, accusé d'être l'un des auteurs de la falsification de passeport argentin, a-t-on appris vendredi 17 septembre. — (A.F.P.)

### États-Unis

DAVID BUDINSKY, journaliste juif polonais devenu l'un des principaux artisans de la transformation du mouvement syndical américain en une énorme puissance sociale et politique, est mort vendredi 17 septembre, à l'âge de 90 ans. David Budinsky a dirigé d'une main de fer pendant trente-quatre ans, jusqu'à la retraite, il y a seize ans, le Syndicat international de la confection pour dames (I.G.E.N.), qui comptait à son apogée quatre cent cinquante mille adhérents aux États-Unis et au Canada. — (Reuter.)

### Guatemala

QUATRE MEMBRES DE L'ARMÉE DE LA GUERRILLA DES FAUVES (G.A.F.), l'une des quatre organisations de guérilla du pays, ont été fusillés par un peloton d'exécution, le vendredi 17 septembre à Tuxtla, dans la capitale. C'est la première fois qu'une telle exécution a lieu. C'est un tribunal spécial, créé depuis la proclamation de l'état de siège en juillet, qui a condamné à mort les quatre guérilleros. — (A.F.P., A.P.)

### Guinée-Equatoriale

M. TEODORO OBANG NGUEMA, président de la Guinée-Equatoriale, effectuera une visite de travail en France mercredi et jeudi 22 et 23 septembre.

### Iran

LE CONFLIT IRAN-IRAQ. — Un porte-parole militaire iranien a déclaré vendredi 17 septembre qu'un Mig-25 de l'armée de l'air irakienne ait été abattu le vendredi sur le territoire iranien, dans le sud, dans le pays, comme l'avait annoncé un communiqué militaire de Téhéran. (Le Monde du 18 septembre) — (A.F.P.)

### Maroc

M. LOUIS ME ANDEAU, ministre des P.T.T., s'est rendu du 15 au 17 septembre 1982, en visite officielle à Rabat sur l'invitation du gouvernement marocain. Au cours de ce voyage, il a présidé avec M. Leclercq, ministre des postes et télécommunications du Maroc, la séance d'ouverture de la quatrième réunion du comité mixte franco-marocain des postes et télécommunications prévu par le protocole d'accord du 25 mars 1978.

### Tunisie

LE PRÉSIDENT BOURGUIBA était attendu en France ce samedi 18 septembre pour une visite privée durant laquelle il doit subir des soins dentaires.

### Vietnam

M. NGUYEN OÙ THACH A PARIS. — Le ministre vietnamien des affaires étrangères est arrivé à Paris, vendredi 17 septembre, pour une escale de trois jours avant de se rendre à New-York où il assistera à l'Assemblée générale des Nations unies. Il a été reçu peu après son arrivée par M. Cheysson.

### M. Cheysson : Israël viole ses engagements

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a publié vendredi 17 septembre la déclaration suivante :

« L'offensive israélienne dans Beyrouth-Ouest depuis le 15 septembre, les bombardements qui accompagnent cette action constituent une violation de l'accord accepté par les belligérants, largement approuvé par la communauté internationale et l'occupation israélienne de Beyrouth-Ouest. »

« L'offensive israélienne dans Beyrouth-Ouest depuis le 15 septembre, les bombardements qui accompagnent cette action constituent une violation de l'accord accepté par les belligérants, largement approuvé par la communauté internationale et l'occupation israélienne de Beyrouth-Ouest. »

## ASIE

### Chine

### La visite du président nord-coréen mettra fin à une crise entre les deux pays

De notre correspondant

Pékin. — Les spéculations vont bon train à Pékin à la suite des révélations faites le 15 septembre devant le président Nord-Coréen, au sujet d'un voyage secret effectué au printemps dernier à Pyongyang par MM. Deng Xiaoping et Hu Yaobang.

De source diplomatique occidentale, on relève que les relations entre les deux pays ont traversé, au cours des douze derniers mois, une phase difficile. Le président Kim Il Sung aurait observé, avec une certaine réserve, les luttes persévérantes de personnes au sein de la direction chinoise, qui ont abouti, en juin 1981, à l'éviction de M. Hua Guofeng de la présidence du P.C. C'est en effet en Corée du Nord que M. Hua Guofeng avait effectué, en mai 1978, son premier voyage à l'étranger.

D'autres éléments de contentieux auraient pu toutefois justifier une mission chinoise de haut niveau à Pyongyang. Certains milieux diplomatiques occidentaux de Pékin font

notamment état d'une grave crise qui aurait éclaté au début de l'année au sein de l'armée nord-coréenne inquiète pour leur sort, une dizaine de généraux auraient fait défection et se seraient réfugiés en Chine. Cette action aurait mis Pékin dans l'embarras et créé entre les deux pays une malaise qu'il était indispensable de dissiper au plus tôt. C'est dans ces conditions que MM. Deng Xiaoping et Hu Yaobang se seraient rendus secrètement à Pyongyang en avril afin de craver l'absolu. La visite effectuée ensuite en juin en Corée par M. Geng Bi, ministre de la défense, aurait eu, notamment, pour objectif de consolider la confiance entre les cadres militaires des deux pays.

Le fait que l'accord ait pu se faire sur l'organisation d'un nouveau voyage en Chine de M. Kim Il Sung est, dans ces conditions, considéré comme le signe d'une diminution des frictions entre les deux capitales. — M. L.

## DIPLOMATIE

### LA VISITE DE M. BISHOP A PARIS

### La France va accroître son aide économique à l'île de Grenade

La France a décidé d'accroître son aide — essentiellement technologique et économique — à Grenade, premier État socialiste des petites Antilles, en le faisant bénéficier du Fonds d'aide et de coopération (FAC) réservé en priorité aux pays d'Afrique francophone.

Tel est le résultat majeur des entretiens officiels à Paris de M. Maurice Bishop, dirigeant du parti de la révolution, du gouvernement de Grenade, avec M. Michel Rocard, président du Conseil, et M. Michel Rocard, président du Conseil, et M. Michel Rocard, président du Conseil.

La France a décidé d'accroître son aide — essentiellement technologique et économique — à Grenade, premier État socialiste des petites Antilles, en le faisant bénéficier du Fonds d'aide et de coopération (FAC) réservé en priorité aux pays d'Afrique francophone.

La France a décidé d'accroître son aide — essentiellement technologique et économique — à Grenade, premier État socialiste des petites Antilles, en le faisant bénéficier du Fonds d'aide et de coopération (FAC) réservé en priorité aux pays d'Afrique francophone.

La France a décidé d'accroître son aide — essentiellement technologique et économique — à Grenade, premier État socialiste des petites Antilles, en le faisant bénéficier du Fonds d'aide et de coopération (FAC) réservé en priorité aux pays d'Afrique francophone.

La France a décidé d'accroître son aide — essentiellement technologique et économique — à Grenade, premier État socialiste des petites Antilles, en le faisant bénéficier du Fonds d'aide et de coopération (FAC) réservé en priorité aux pays d'Afrique francophone.

Atelier de poterie  
« LE CRET ET LE CUI »  
accueille un groupe  
les amateurs de 3 à 83 ans  
5, rue LAFAYETTE, PARIS-8  
Téléphone : 01 40 00 00 00

150 ن الال



520 من الامم

Le Monde

# politique

## LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE ET LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### M. MAUROY : M. Giscard d'Estaing cherche à effrayer les Français par tous les moyens

M. Valéry Giscard d'Estaing en sera sans doute satisfait : l'ampleur de la vague des réactions de la majorité, après son intervention télévisée du jeudi 16 septembre, montre qu'il a effectué un « retour » réussi. Certes, le premier ministre, ainsi que le parti communiste, ne commencent pas l'erreur de la valoriser à l'excès en le désignant comme l'adversaire unique ou principal. M. Pierre Mauroy parle du « bal des revenants » où tournent M. Jacques Chirac, Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing, lequel cherche « à effrayer les Français par tous les moyens ». L'humanité s'inquiète de « l'escalade des faillites », selon l'expression utilisée par René Andrieu dans son éditorial du samedi 18 septembre. Ces « faillites », note celui-ci, s'expriment sur des registres différents mais ont en commun trois caractéristiques : « Ils sont tous frappés d'amnésie quand on leur parle de la gestion du passé, ils condamnent la politique actuelle mais ne font aucune proposition. » Aucune proposition, « aucun

projet politique concret » : c'est aussi l'avis de M. Laurent Fabius, ministre chargé du budget. M. Mauroy s'intéresse plutôt aux conséquences que les prévisions « apocalyptiques » de l'ancien président de la République et de ses deux anciens premiers ministres peuvent avoir sur la politique du pays. Ces « mensonges » troublent et inquiètent une partie de l'opinion, reconnaît-il, « nourrissent le pessimisme » de certains milieux économiques et favorisent les manœuvres spéculatives. M. Giscard d'Estaing, affirme M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, « participe à la mise en danger de la monnaie », bien qu'il se défende de toute initiative ou tout propos susceptibles de porter atteinte aux intérêts nationaux.

Cituant les journaux parlementaires du P.S., vendredi après-midi 17 septembre, en présence de la presse, alors que jusqu'à la date des débats avaient eu lieu à huis clos, M. Pierre Mauroy a notamment déclaré : « Nous sommes la majorité de la parole tenue. Depuis quinze mois avançons-nous ? Non. J'en ai vu beaucoup de gens parler de rigueur ces derniers temps. Oui, il faut savoir faire preuve de rigueur. Et d'abord par rapport à nous-mêmes, à ce que nous sommes et à ce que nous devons réaliser. »

« Depuis un siècle, dans l'opposition la plus souvent, nous avons contribué à façonner la société, à la rendre plus humaine et plus démocratique. Cette avancée nous devons l'acquiescer à présent que nous sommes au pouvoir. Dire cela est-ce ignorer les difficultés, rêver, faire montre d'un optimisme déplacé ? Pas du tout. Je suis optimiste, car je sais pouvoir compter sur notre volonté commune. Là où le suis, je reste d'abord un homme de parole. Nous devons nous battre pour le monde qui est celui de notre engagement collectif. »

« Oh, je ne dis pas que je n'ai jamais dit que la France était asséchée. Elle ne l'est pas encore ! Mais j'ai toujours vu l'acception de nos difficultés et le déclin de notre identité et d'un système capitaliste dont le déclin explique bien des difficultés actuelles. C'est d'ailleurs une raison de plus de ne pas abandonner la crise économique actuelle avec pessimisme et découragement. »

« L'économie a, certes, ses règles et ses lois. Et nous en tenons compte. Mais c'est la volonté qui sous-tend une politique qui est déterminante. Cette volonté que nous pouvons aller au maximum de la croissance possible et à ne pas nous abandonner aux pulsions de la croissance zéro dont nous pouvons aujourd'hui mesurer les conséquences. »

« C'est une volonté que nous exprimons, par exemple, le 10 plan. Si elle venait à manquer, il ne nous resterait plus que la gestion de la société telle qu'elle est. La gauche a toujours eu une perspective d'avenir. Elle ne peut se laisser enfermer dans le présent. Ou alors pourquoi planifier ? »

« Ceux qui nous accusent de changer de politique sont en réalité ceux qui souhaitent nous voir tourner le dos à nos engagements. Eh bien, ils se trompent. Nous ne sommes pas de ceux qui considèrent les programmes comme des « gobe-mouche ». (1) Que de mépris d'ailleurs dans cette expression ! Que de suffisance aussi de la part d'hommes qui se décernaient mutuellement hier des brevets de « meilleurs économistes de France ».

Le premier ministre a ajouté : « M. Valéry Giscard d'Estaing s'est publiquement plaint de la qualité du débat politique français. Il rétorque, selon lui, « déficitaire ». C'est une notion que l'ancien président connaît bien en effet. Eh bien, je ne crois pas que ce soit élever notre débat public que de chercher à effrayer les Français par tous les moyens. Je ne crois pas que ce soit élever notre débat public que de refuser de proposer un programme au pays. »

« La gauche dans l'opposition n'avait pas craint d'exposer ses idées et ses analyses. La droite n'a ni ce courage ni cette honnêteté. Comme les Français n'avaient pas le droit de connaître ses intentions. »

« Pourrait ce programme de la droite, il existe. Les Français découvrent depuis quelques semaines au fil de cet étrange bal des revenants que nous assistons. A chacune de leurs interventions, M. Chirac, Giscard d'Estaing et Barre laissent en effet percer le

### M. BARRE : verbiage et gaspillage sont les deux mamelles de la générosité socialiste

Il n'y a pas eu la moindre fausse note dans le concert d'éloges qu'ont déversés M. Giscard d'Estaing — à la suite de sa prestation télévisée de jeudi — l'Assemblée des députés et sénateurs de l'U.D.F. réunis, vendredi 17 et samedi 18 septembre, à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) pour préparer la rentrée parlementaire. Du giscardisme le plus modéré au centrisme le plus farouche, chacun avait à la bouche les qualificatifs les plus forts pour exprimer son enthousiasme en évoquant à la fois la forme et le fond du discours de l'ancien président de la République et pour se réjouir que celui-ci ait su se placer « au-dessus de la mêlée ». A la faveur de cet événement, ces journées parlementaires se sont déroulées mieux que jamais, dans la plus parfaite des sérénités. Et, comme le soulignait le président

du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, elles ont pu administrer la preuve que l'U.D.F. était « plus vivante et unie que jamais ». Les parlementaires ont manifesté leur volonté d'action et de réflexion sur l'avenir. Cette volonté a été particulièrement manifeste au cours des travaux de vendredi et elle a été affirmée avec chaleur, le soir, lors du meeting qu'avait organisé M. Gaudin à Marseille. Ce meeting a réuni quelque sept mille participants. Il a été, avec les interventions de Mme Simone Veil et de M. Raymond Barre et Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., le point fort de ces deux journées. Il a confirmé la combativité croissante des élus de l'U.D.F. à l'approche des municipales.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Marseille. — Vendredi, la matinée est consacrée aux débats sur la politique économique et sociale de la France. M. Edmond Alphandery, député (U.D.F.) de Maine-et-Loire, énumère « les séquelles durables sur l'économie qu'a laissées la politique conduite depuis mai 1981 ». Il insiste particulièrement sur le déficit « considérable » du commerce extérieur qui « ne cesse de mettre en danger le capital de crédibilité ». M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne, estime que « dans un cas, la France sera le tiers-monde des pays développés ». Selon lui, « il n'y a plus aucune chance pour le développement d'un pays, parce qu'il est pris dans un maillage du (...). Il est pris dans un maillage (...). Si les communistes restent au gouvernement, la France ne pourra retrouver sa crédibilité auprès de ses amis internationaux ». M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur des Hauts-de-Seine, 1983 a été « fait dans la hâte ». Il explique : « Ce budget n'a pas tenu compte de la politique de blocage des prix et des revenus. Il est déséquilibré aussi bien dans le présent que dans le futur. (...) La politique que nous menons commence à porter ses fruits (...) ».

« C'est trop facile de dire que « la socialisation » ne marche pas, alors que chacun sait bien que lorsque la gauche parvient au pouvoir, c'est parce que la droite a fait faillite, c'est parce que le système est en crise. Eh bien, nous relevons le défi. (...) Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour répéter les erreurs de la droite. Certes, il nous faut le faire aussi. Mais nous sommes venus pour mettre en œuvre une autre politique. »

(1) Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le 12 septembre, M. Raymond Barre avait déclaré : « Les élections et les gobe-mouche ».

De notre envoyée spéciale

« Ce grand débat si tant est que le socialisme abandonne ses prémisses idéologiques qui conduisent à des conséquences qui conduisent la France à de graves impasses ». M. Daniel Hoeffel, sénateur du Bas-Rhin, estime que chacun « sent qu'il y a trop d'abus et de gaspillage dans le domaine de la protection sociale ». Il ajoute : « Une fraction des socialistes semblent avoir compris (M. Raymond Barre et M. Jean-Pierre Fourcade) que les partis actuellement au pouvoir avaient critiqué ou combattu le plan de redressement de la Sécurité sociale mis en œuvre en 1979-1980. M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, juge que « la crise de notre système de protection sociale — crise financière, d'efficacité, de société de consommation — est une manifestation de la crise plus générale des solutions empruntées au mythe de l'état-providence ». Il propose la constitution, au sein de l'U.D.F., d'un groupe de travail qui imaginerait « une nouvelle politique sociale au-delà des solutions de l'état-providence ».

M. Michel Mirandot, sénateur de Haute-Saône, dénonce la suppression de la prime de l'assurance maladie, le retrait des hôpitaux publics. Selon lui, cette suppression entraîne à terme « ce que d'aucuns ont appelé la privatisation des grands services de la médecine ». « Tout se passe, ajoute-t-il, comme si le socialisme avait abandonné la prévention et la médecine préventive, le premier rôle, révélateur du second plan, dans le domaine de la santé ». M. Raymond Barre, comme il l'a fait devant les jeunes centristes (le Monde du 14 septembre), dresse le bilan d'une année de changement. « Les fruits ont été vite déposés, les promesses des fleurs, ce sont des fruits amers », dit-il avant d'évoquer le pouvoir puisse parler d'un « consensus » ou d'une « adhésion populaire ». Il déclare que la France paie de prix de l'« irresponsabilité, fille de l'idéologie socialiste ». Il précise que, selon lui, le double devoir de l'opposition : « Exhorter les Français en leur rappelant objectivement et sans relâche les faits qui justifient l'expérience socialiste et préparer l'avenir en pratiquant avec l'union, l'union respectueuse des diverses sensibilités. Une union qui s'exprime par une loyale coopération, qui fait passer le service de la France avant la conquête du pouvoir. » Il ajoute : « Préparer l'avenir, c'est aussi indiquer clairement aux Français les principes qui doivent fonder l'union et pour assurer le redressement et le renouveau de la France. »

M. Raymond Barre définit ces principes. Il déclare notamment :

### Mme VEIL : un formidable pari

Couvrant le meeting de Marseille, M. Jean-Claude Gaudin affirme : « L'opinion publique a spontanément pris conscience de l'ampleur de l'échec. Elle a compris que l'Union n'est pas une simple politique socialiste : impréparation, incohérence, incompétence, irresponsabilité, intolérance. » Il ajoute : « On aurait pu croire que cinq ou six ans ne leur ont pas suffi pour se préparer à gouverner la France. Il faut qu'ils retournent dans l'opposition et le plus vite possible ! »

Mme Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, propose à l'opposition « d'ouvrir les yeux sur la place et le rôle de la France dans le monde. Révisons enfin que notre destin est lié à l'Europe », demande-t-elle. Elle poursuit : « Il faut le dire et le répéter : nous ne pouvons amoindrir les effets de la crise mondiale actuelle que si l'Europe est unie, solidaire et renforce sa capacité d'action en vue d'objectifs nouveaux et ambitieux. L'opinion n'est pas suffisamment consciente de ce que la Communauté nous a apporté depuis vingt-cinq ans. (...) Il nous revient de convaincre qu'il n'y a pas de fatalité du médiocrité et de l'ennui, pas de fatalité de la médiocrité et du déclin. Il nous revient de convaincre que le défi auquel nous sommes confrontés, non seulement nous Français, mais le monde tout entier, peut être gagné, doit être gagné. Elle conclut : « Ce défi ne peut être relevé que si l'Europe est unie ».

ses forces pour proposer au monde de nouvelles règles, en apportant elle-même une part de ses richesses à cette remise en ordre. Il s'agit là d'un formidable pari, pari que nous ne pouvons gagner que si nous sommes unis, unis sur la capacité des hommes à sortir de l'engrenage qui pourrait nous conduire à la catastrophe. C'est le pari européen, sur lequel nous devons d'ores et déjà nous engager pour l'avenir. »

M. Raymond Barre, comme il l'a fait devant les jeunes centristes (le Monde du 14 septembre), dresse le bilan d'une année de changement. « Les fruits ont été vite déposés, les promesses des fleurs, ce sont des fruits amers », dit-il avant d'évoquer le pouvoir puisse parler d'un « consensus » ou d'une « adhésion populaire ». Il déclare que la France paie de prix de l'« irresponsabilité, fille de l'idéologie socialiste ». Il précise que, selon lui, le double devoir de l'opposition : « Exhorter les Français en leur rappelant objectivement et sans relâche les faits qui justifient l'expérience socialiste et préparer l'avenir en pratiquant avec l'union, l'union respectueuse des diverses sensibilités. Une union qui s'exprime par une loyale coopération, qui fait passer le service de la France avant la conquête du pouvoir. » Il ajoute : « Préparer l'avenir, c'est aussi indiquer clairement aux Français les principes qui doivent fonder l'union et pour assurer le redressement et le renouveau de la France. »

M. Raymond Barre définit ces principes. Il déclare notamment :

## La contre-attaque

(Suite de la première page.)

Il s'agit aussi d'affirmer, en cette circonstance, la convergence personnelle et celle du gouvernement avec, d'une part, la ligne majoritaire, d'autre part, la ligne minoritaire, la position défendue par le parti communiste, dont le secrétaire général, M. Georges Marchais, avait vivement réagi, à la fête de l'Économie, les perspectives de croissance ralentie évoquées par M. Rocard.

En mettant ainsi les choses au point, M. Mauroy a joué son rôle de chef naturel de la majorité parlementaire. Il l'a fait avec l'autant plus d'assurance que la publication des derniers indicateurs relatifs à l'évolution de l'inflation et du chômage venant de lui apporter un double sujet d'encouragement. De même, M. Mauroy a répondu aux réserves des communistes et de ceux des socialistes qui, tels M. Christian Goux, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, et André Leleu, député de l'Indre, regrettaient que le projet de loi de finances pour 1983 n'engage pas une profonde réforme de la fiscalité. Exprimer son étonnement devant ces appréciations, le chef du gouvernement a rappelé les différentes mesures prises dans un souci de justice fiscale : exonération de l'impôt sur le revenu pour les contribuables payés au Smic, exonération de la taxe d'habitation pour les personnes âgées les plus démunies, augmentation de l'abattement sur les droits de succession, création d'une tranche d'imposition à 0 % pour les contribuables les plus aisés, etc.

était surtout de répliquer à l'opposition. Dans ce registre, le premier ministre s'est donné à cœur joie, à la satisfaction des parlementaires socialistes. Par leur attitude essentiellement négative, M. Raymond Barre, le 2 septembre au « Club de la presse » d'Europe 1, puis, quatre jours plus tard, M. Valéry Giscard d'Estaing avaient fourni à M. Mauroy plusieurs cibles faciles à atteindre. Le premier ministre ne s'est pas privé de contre-attaquer, tantôt avec humour, tantôt avec véhémence. Il a en beau jeu de relever que M. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac se bornent, pour l'instant, à dénigrer la majorité sans proposer au pays le moindre projet de redressement.

C'est un bon exercice. Pourtant ce programme commence à s'échouer. M. Mauroy a eu raison de le noter, puisqu'on sait déjà, par exemple, que M. Chirac abandonne les mesures de la loi Amour, instituant de nouveaux droits pour les travailleurs, ainsi que les lois de nationalisations, que M. Barre « suspendrait » pendant tout le temps de la campagne électorale, et que M. Giscard d'Estaing, lui aussi, a une démissionnisme et reconstruirait « fondamentalement » toutes les mesures économiques arrêtées par la gauche. Plus catégorique que jamais, M. Barre conclura d'ailleurs, vendredi soir, au cours du meeting organisé à Marseille par l'U.D.F., que l'après-socialisme devrait entamer « toute série de compromis historiques », et que rien de ce qui a été et sera fait par la gauche « ne devra être tenu pour irréversible ».

M. Mauroy a très habilement évité la faiblesse d'une argumentation qui se résume, pour l'essentiel, à postuler simplement que « le socialisme, ça ne marche pas », slogan lancé jeudi soir par M. Giscard d'Estaing et repris dimanche matin, dans plusieurs villes au moyen de cent mille affiches, par le Mouvement des jeunes giscardiens.

De fait, M. Mauroy le relève, le premier ministre, en effet,

ALAIN ROILLAT.

Alain de Poitiers



# TERRORISME

Quarante-trois blessés légers et cinq blessés graves : tel est le bilan de l'attentat qui visait vendredi 17 septembre, à 15 h 25, une voiture du corps diplomatique israélien, rue Cardinet, à Paris (17<sup>e</sup>). Outre les occupants du véhicule, M. Amos Mandel, acheteur à la mission d'achat israélienne à Paris et deux de ses parents, M. Zoltan Mandel et Mme Verónica Mandel — un élève du lycée Carnot — qui

longe la rue Cardinet —, Thierry L., quinze ans, est grièvement blessé, et un autre, Christophe R., douze ans, moins gravement. Seule Mme Mandel est dans un état critique. Hospitalisée à Bichat, elle a dû subir une très longue intervention chirurgicale. Deux adolescents ont été admis à l'hôpital Bretonneau. L'un d'eux devrait sortir ce samedi. L'état de son compagnon n'inspire pas d'inquiétude.

## « Qu'ils se fassent sauter entre eux... »

Il avait eu une intuition. Comme chaque jour, pour se rendre à son travail, l'inspecteur principal Sammy Ghazian passait boulevard Maiesherbes devant une annexe de l'ambassade d'Israël, l'hôtel particulier de la mission d'achat du ministère israélien de la défense à Paris. Mais ce vendredi matin il avait eu un soupçon d'inquiétude à la vue d'un policier, sans pilet pare-balles, mais devant la mission israélienne, isolé et fragile. Et cette confirmation sinistre, vendredi après-midi : cet attentat, à quelques heures du nouvel an juif, de la veille inaugurant Roch-Hachana.

Une répétition insoutenable, qu'il ressent très vivement, lui, juif et policier, qui avait été détaché rue des Rosiers pour rassurer la population durant l'enquête sur la tuerie du 9 août. « Je vous avais dit que ce n'était pas fini », rappelle-t-il, exprimant son sentiment pessimiste, d'impuissance et de colère mêlées, commun à tous les policiers parisiens en cet été 1982. Plusieurs semaines d'efforts par cette routine meurtrière : le restaurant Goldenberg, six morts ; rue de la Baume, un blessé grave ; l'ambassade d'Irak, des blessés légers ; l'avenue de la Bourdonnais, deux morts et, aujourd'hui, rue Cardinet (17<sup>e</sup>).

Comme un camouflet à l'égard de M. Mauroy qui, au même moment, devant les parlementaires socialistes, faisait du sentiment d'insécurité « le troisième motif d'inquiétude des Français » ; comme l'écho terroriste de la dérive libanaise : Bachir Gemayel assassiné, les chars israéliens dans Beyrouth-Ouest, cette ombre portée du théâtre proche-oriental en plein Paris ; comme la négation, enfin, de Roch-Hachana. A cette fois-ci, cependant, un peu plus de précipitation et d'effort, la ronde des secours et des services en tout genre, la boucoulade des personnalités et la quête de leurs « petites phrases », toujours sinistres mais le plus souvent innocentes.

Un homme en sang, sans connaissance, chemise en lambeaux, jambes défilées, est péniblement arraché de la carcasse d'une Peugeot 16 heures, 17 septembre, ce vendredi, trente-cinq minutes après l'explosion. Une couche de verre brisé recouvre les trottoirs. Sur trois étages, les vitres de la façade griffée du lycée Carnot qui longe la rue Cardinet ont éclaté, ainsi que celles des immeubles proches, jusqu'au boulevard Maiesherbes. Face au véhicule démembré, la porte cochère massive du n° 70 est pulvérisée. Autour, une dizaine d'automobiles sont peu ou prou atteintes.

### « Un usage énorme tout blanc »

« C'était tout blanc, ce usage énorme », dit une passante encore choquée, insistant sur l'effet de soufflage qui a ébranlé le lycée. Au rez-de-chaussée du n° 70, sous la porche, une jeune femme débale les gravats : « Quand ça éclate, j'ai été violemment poussée de la pièce ». Noirci, le toit de la voiture piégée est pénétré en deux. Le coffre arrière béant, le radiateur projeté en avant. Seul repère... une plaque d'immatriculation verte, 29 CD 233, celle du corps diplomatique israélien en l'occurrence. A quelques mètres, un Vélosox calciné, « réduit à un jouet », dit un magistrat. Et signe dérisoire, ce parapluie noir ouvert, détrempé, balayé par le vent, traîne dans le caillou.

Tout autour, se gèrent, se rangent et s'emmènent voitures et personnes de secours, SAMU, pompiers, ambulances. Les quelques passants blessés légèrement se sont rapidement éloignés sur place tandis que les premiers témoins sont entendus dans un car de police-secours. Au milieu de cette boucoulade, le commissaire divisionnaire Jacques Genthial, pe-

tron de la brigade criminelle, pioche et met l'œil sur la plaque verte. Ce qui est bizarre, c'est l'explosif commenté-t-il d'ambule. A-t-il été jeté de l'extérieur, avait-il été placé sur la voiture ou encore accroché sous le moteur ? Quelques minutes plus tard, des policiers déduisent qu'il avait été placé sous l'aile avant droite. L'explosion se serait produite alors que la voiture, garée, manœuvrait pour se dégager, avec, à son bord, trois personnes, un fonctionnaire israélien, deux membres de sa famille, des cousins vénéto-lyonnais, pense-t-on.

Il y a d'autres blessés, au 145 du boulevard Maiesherbes, dans la cour du lycée Carnot, baptisé pour l'heure par une banderole des sapeurs-pompiers, « centre de tri médical ». Près de quarante-cinq blessés, ainsi qu'une assistante sociale, sont regroupés dans une classe devenue infirmerie de fortune. A l'entrée, les parents se heurtent à un mur de policiers, de rumeurs et d'imprécations. L'un d'eux, le responsable

des inspecteurs de la brigade criminelle, brasseur « police » en bras Dialogue hors du temps. « Compréhension, si vous recevez un ordre, vous l'exécutez », lance, moqueur, un gradé, puis, insolent, à l'adresse de ces « civils » : « Faites manger de la soupe et grandir un peu... » Je prends le message de Chirac et le rends comme je vois », rétorque l'agressé.

M. Chirac, précisément, flanqué de M. Bernard Pons, a franchi, un quart d'heure plus tôt, avec sésame ce barrage, saisi de « M. le maire, bien sûr ». Un maire de Paris, grave et silencieux, suivi par un gradé des sapeurs-pompiers à qui il fait remarquer : « Quelque chose de très curieux, ce véhicule calciné à côté de la voiture piégée. Le pompier : « Il y a deux blessés très graves ». Le maire : « Ça rappelle l'attentat (maudite), cette voiture et ces trois personnes dedans ».

Dialogues, supputations, mémoires. Ils sont nombreux, élus, ministres, hommes politiques, personnalités religieuses à être venus témoigner

## Les rescapés de la quatrième 7

« Domini patris terris arant », la quatrième 7 planche sur sa ventral latine. « Alors, Serge, tu la souviens, ça été horrible, pas tellement l'explosion mais la classe qui s'est mise à trembler et des éclats de verre partout. Alexandra avait une coupure au cou, Julien à l'œil, Jean-Louis sa chemise rouge de sang. On a tous couru vers la porte, j'ai failli marcher sur Philippe qui était par terre, blessé. Les élèves du lycée Carnot se réjouissent au sujet de l'attentat. Ils ont en ambulance, ils disent qu'ils ont des enfants qui ont dans l'adolescence. Ils s'inquiètent pour leurs copains, ils se comptent comme après une catastrophe et se racontent leur histoire d'émotion.

« Tu as pleuré ? — Oui, après j'ai pleuré. J'étais traumatisé, tu comprends. Un mot trop grand et à la mode dont ils se servent désormais tout le temps. « Tu as vu la classe ? Plus de fenêtres et toutes les tables renversées. — La mienne, même la mur est tombé. — Le mur ? — Oui, le mur. » Il s'agit d'un garçon, leur cours est encore à l'école, qu'est-ce qu'elle est devenue ? — A l'hôpital. — A l'hôpital ? Et Patrick qui cherchait son frère partout ? — Il m'a téléphoné, rassuré. — De beaux petits d'hommes sensibles que la mort vient d'épargner. Elle a failli les toucher et du coup ils sont devenus les rescapés de la quatrième 7, une sorte de bataillon cité à l'ordre du terrorisme. Ils ont eu peur pour leur parents qui dehors, ne savaient pas, qui pleuraient aussi, qui pleuraient les braves de police — une autre bombe pouvait exploser — et qui ne comprenaient

pas ce que les forces de l'ordre voulaient leur éviter. Un père s'est écrié : « C'est un C.R.S. Tard, on a eu peur, les enfants par une autre porte du lycée, les indiennes ont pu rentrer chez eux quand leurs parents attendaient encore sur le trottoir, angoissés.

C'est qu'une liste circule avec les noms des hospitalisés, une quarantaine pour des blessures légères, mais elles se veulent rien d'ordinaire. « Maman m'a vu partir en ambulance, elle disait qu'elle était docteur mais on n'a pas voulu la laisser monter, elle a fait du stop pour me rejoindre. T'en fais pas, tout va bien à présent. On m'a mis un point de suture.

— Un point de suture ? — Ah ! tu sais, j'ai embrassé Aurélie parce qu'elle n'arrêtrait pas de trembler. — Ça ne fait rien, mais, dis-moi, est-ce que tu es républicain, tu es catholique et mes styles ? — De vrais hommes, de vraies consciences professionnelles.

Au soir de l'attentat, pendant que leurs mères se sont mises à courir, avec des larmes dans les yeux, les élèves déchirés, ils pensent à leur avenir. « Est-ce qu'on ira en classe, demain ? — Je ne crois pas, tout est détruit.

— Domage, le thème latin était facile. La télévision parle déjà de l'attentat, de ceux qui étaient visés, mais le monde de l'enfance s'en fiche. Ils n'avaient, dit Julien, qu'à faire sauter leur machin dans l'ambassade. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

d'une de leurs associations, assure vivement : « Il n'y a aucun blessé grave, je vous le garantis. On ne peut pas vous laisser entrer, sinon les petits soins ne seraient plus possibles. On ne sait trop : l'enfant s'est-il réfugié au domicile de lui-même, est-il à l'intérieur, blessé ? Liste d'enfants blessés, de classes touchées 3<sup>e</sup> A, terminale D3, terminale C3 — se succèdent, tandis que croît l'inquiétude de certains lorsqu'un officiel dira qu'il s'agit « essentiellement de blessés légers ». Essentiellement... Et, pour eux, commence alors la quête de l'enfant, rapidement emporté en ambulance, des mois tarderont la route, va lui ne savent quel hôpital parler.

De groupe en groupe, les élèves démentent et les autres, paniqués à la vue, discutent et argumentent. Alex, Thierry et Jacques sont en première S : « C'est dégueulasse, surtout devant un lycée. Qu'ils se fassent sauter entre eux, c'est leur problème. Ils auraient pu faire ça ailleurs. » Et de suggérer, comme si cela allait de soi, que, directement devant la mission israélienne, c'était « moins pire ». Curieux, palabres pendant que le quartier est bouclé par des renforts de G.R.S. L'empressement fait voler effluves et déferle. Police : contre police. Stricte sur la consigne, ne voyant guère au-delà, un cordon de G.R.S. bloque à l'entrée de la rue Cardinet

## LE NOUVEL ATTENTAT

A Beaulieu, deux blessés graves ont été admis, dont le pronostic vital ne semble pas non plus en danger. A Lariboisière et à Trousseau, plus de dix blessés légers ont été reçus. Le plus part ont pu regagner leur domicile.

Les enquêteurs restent fort discrets, ce samedi matin. Il semble que deux charges d'explosion aient été posées sur chacun des sièges avant de la voiture. La mission d'achat

israélienne, située boulevard Maiesherbes, en face du lycée Carnot et à quelques dizaines de mètres du lieu de l'explosion, avait déjà été mitraillée, sans succès.

Une information contre X... a été ouverte, vendredi soir, par le parquet de Paris, pour destruction volontaire par substance explosive ayant entraîné des infirmités permanentes, tentative d'assassinat et attentat à la paix

## Politique et répression

(Suite de la première page.)

Il est clair que des conflits aux- quels la France est totalement étrangère ou bien n'y joue qu'un rôle temporaire sont pour partie transportés dans l'Hexagone

autour pour faire pression sur le gouvernement de ce pays que pour donner à ces conflits un retentissement que seule une presse libre et abondante peut leur donner. Sur ce point, le succès n'est pas contestable.

La main de l'étranger, pour hélas apparemment xénophobe que serait l'expression, doit être aussi tenue pour probable dans l'ordre des responsabilités directes. Nul ne sait précisément qui sont ces groupements sans visage et aux appellations ostensiblement étrangères qui revendiquent avec tant d'impavidité des attentats meurtriers. L'incertitude est moindre pour ce qui concerne les coupables dans la partie de groupes dont il y a lieu de penser que la police devrait les connaître quelque peu.

Directe, puisqu'il faut l'appeler par son nom, est trop souvent mentionnée, à l'occasion de semblables affaires, pour qu'il ne devienne pas impératif d'insister sans cesse sur ce qu'il ne dépasse pas les deux cents personnes, mais à qui il faudrait reconnaître le pouvoir d'ébranler la République.

### Police et D.S.T.

Ainsi se trouve indubitablement mise en cause la loyauté du gouvernement et, plus spécialement, de ceux qui, de près ou de loin, ont en charge la fonction de police, de mettre un terme à l'action violente, au moins celle qui serait le fait de résidents. Quant aux étrangers, débarqués un jour, envoyés le lendemain,

### Droit d'asile, réfugié, terrorisme

UNE LETTRE DE L'AMBAassadeUR D'ESPAGNE A PARIS

Nous avons reçu de M. Miguel Solano, ambassadeur d'Espagne à Paris, la lettre suivante : « J'ai vu avec grand intérêt l'article « Droit d'asile, réfugié, terrorisme » publié par le Monde du 15 septembre. Il représente incontestablement le plan juridique-politique d'un rapport important à un sujet si délicat, et je suis heureux de trouver dans vos appréciations une évaluation très juste des institutions démocratiques espagnoles.

Pourtant, j'aimerais faire une mise au point sur ce qui se rapporte à la suspicion qui pèse sur l'Espagne en raison de l'usage qui y est fait de la torture », car c'est la législation espagnole et la pratique policière dans mon pays ne peuvent donner lieu à de telles soupçons. Les « bavures » policières sont à déplorer, mais elles se produisent, et il arrive qu'elles aient produit aussi dans des pays démocratiques. La seule chose importante est de les rechercher, de les juger et de les punir. C'est ce qui a été fait pour le cas Arragui. Les policiers impliqués ont été renvoyés et sont actuellement jugés. Dans le cas de Almeraz, les autorités espagnoles ont condamné le lieutenant-colonel de la garde civile et les auteurs des faits ont été aussi sévèrement punis que les auteurs de faits de ce genre.

Il n'existe dans notre système pas la moindre possibilité de se soustraire à l'enquête et donc à la condamnation de tout mauvais traitement reconnu et dénoncé.

### LA COMMISSION INFORMATIQUE

ET LIBERTÉ

VA ETUDIER LE PROJET

DE FICHER ANTITERRORISTE

Le ministère de l'Intérieur a saisi, vendredi 17 septembre, la Commission nationale d'Informatique et Libertés (C.N.I.L.) pour avis sur la création du fichier antiterroriste qu'avait annoncé M. Mitterrand au cours de son entretien télévisé du 18 août.

Ce « fichier central informatisé du terrorisme avec l'ensemble de données de caractère international » est, en fait, un élargissement du fichier de la direction centrale des renseignements généraux.

La C.N.I.L., qui se prononcera dans un délai indéterminé, a désigné M. Philippe Marchand, député (P.S.) de la Charente-Maritime, comme rapporteur sur la création de ce fichier.

l'urgence de résultat est nécessairement moindre. Plaisance ou pas, l'évidence s'impose sur ce point : ce dossier X... a été ouvert, vendredi soir, par le parquet de Paris, pour destruction volontaire par substance explosive ayant entraîné des infirmités permanentes, tentative d'assassinat et attentat à la paix

Quel qu'on ait pu penser des résultats obtenus par la D.S.T. dans l'affaire Tanase, force est de constater que l'opération, conduite par des hommes de la mi-chemin entre la France vendue et les Mousquetaires ou, au mieux, n'a pas contribué à en donner une image sereine et saine.

Il y a plus grave, et cela vise la situation de la police, tous corps confondus. Il est clair, à quel point, qu'elle est l'objet d'un coup de conscience pour qu'on puisse accorder à son action tout le crédit nécessaire. Les bavures grandes et petites d'ont été causées depuis le 10 mai, les difficultés de la police à démanteler définitivement l'Action directe pourraient faire douter de son enthousiasme à servir la majorité d'aujourd'hui. Sur ce dernier point, le coup tourné de la triple arrestation irlandaise est encore trop proche pour qu'on soit assuré de l'importance du « coup de filet » opéré durant ces dernières heures de la nuit de l'Action directe. Il faudrait aussi que le symbole n'en soit pas absent. M. Jean-Marie Bouillan, par exemple, serait d'un bon effet. Un bel exemple est plus que nécessaire. Car, dans le cas contraire, il s'en faudrait de peu que le digne, le convaincant discours de M. Mitterrand, le 17 août, ne fut oublié.

### Le Proche-Orient et l'Algérie

Il y a plus. Il serait illusoire de penser que les diligences politiques, aussi efficaces qu'elles devraient l'être, suffisent à tout résoudre. Il n'est pas raisonnable d'envisager, comme M. Joseph Francoeur sur les lieux de l'attentat, vendredi, la multiplication à l'infini des postes de garde. C'est à proprement parler se soumettre à un syndrome des Diables, de la police, de la justice, de la répression, de la politique. La vision d'ensemble bonne pour ce qui concerne les résidents et les actions violentes sont les sont les auteurs.

La répression est nécessaire, elle ne doit pas être excessive, elle ne doit pas être aveugle. L'approche politique. La fin de la guerre d'Algérie avait montré des soldats perdus qui, eux aussi, étaient fer et feu dans l'Hexagone et dont certains l'ont payé de leur vie. Les violents d'aujourd'hui ne peuvent assurément faire état des mêmes passions pour légitimer leurs entreprises. Mais ils sont dans le même état d'esprit, faciles à embraser, c'est-à-dire à manipuler. Le Proche-Orient justifie tout, comme autrefois l'Algérie. Leur nombre, qui n'est encore que de quelques centaines, pourrait croître. D'autant qu'ils sont de ceux qui estiment n'avoir rien à perdre, en se sentant rattachés à rien.

C'est aussi la voie à suivre : les convaincre du contraire. Un projet politique comporte sa part d'utopie. La confiance faite à la seule répression aussi.

PHILIPPE BOUCHER.

● Dans l'éducation nationale. — Le syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.-FEN) « condamne avec indignation l'attentat, renouvelle sa condamnation du terrorisme et exprime sa sympathie à toutes les victimes et à leurs familles ». La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.E.P.) « exprime des vœux pour la protection des particuliers des écoles, collèges et lycées situés à proximité de bâtiments exposés à des attentats ». L'association des parents d'élèves du lycée Carnot (A.P.E.) exprime sa « profonde émotion » et « exige que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour que les responsabilités soient clairement et pour que les crédits nécessaires soient débloqués en vue de l'indemnisation des victimes et de la réparation argente des locaux ».

● Dans les organisations syndicales. — La G.P.D.T. souligne que « toutes les forces syndicales et politiques attachées aux mêmes valeurs démocratiques, aux libertés et à la paix organisent une riposte de masse ». La C.F.T.C. dénonce les attentats « aussi lâches que criminels » et rappelle que « c'est dans toute la vie sociale que les méthodes de violence doivent être dénoncées et réprimées ». La C.G.C. estime : « Notre pays, malgré les mesures prises par les pouvoirs publics, restera le champ des privilégiés de règlements de compte qui lui sont extérieurs ».

## Les Fractions armées révolutionnaires libanaises

Les Fractions armées révolutionnaires libanaises (F.A.R.L.) ont-elles commis l'attentat de la rue Cardinet, à Paris, vendredi 17 septembre ? Le message, relativement peu audible, ce correspondant a revendiqué l'attentat au nom des « révolutionnaires libanais ».

Les policiers considèrent cette « revendication », en dépit de son caractère sommaire, comme la borne. Le 21 août, ces « fractions » armées avaient revendiqué l'attentat contre la voiture de M. Roderick Grant, chargé commercial à l'ambassade des Etats-Unis, qui tua deux artificiers du laboratoire central de la préfecture de police de Paris. Il s'agissait, à l'instar d'un engin explosif placé sous le véhicule d'un membre d'une ambassade. Et l'attentat fut aussi revendiqué auprès de l'agence Reuter, à Paris.

Après, les F.A.R.L. ont revendiqué la tentative d'assassinat contre M. Christian Chapman, chargé d'affaires américain, et les assassinats de Charles R. Ray, attaché militaire américain, et Yacov Barsimantov, diplomate israélien. La méthode d'action des F.A.R.L. était alors d'agir par le biais d'un terroriste agissant seul, à découvert, devant le domicile de la victime, pistolet de calibre 7,65 à la main. L'attentat était ensuite revendiqué, notamment, auprès de l'agence Reuter, à Beyrouth.

Les F.A.R.L. sont-elles libanaises, comme le laisse supposer leur nom ? Rien n'est moins sûr. Au fil des attentats, la brigade criminelle a noté, par exemple, que la jeune femme brune qui a fait feu sur Yacov Barsimantov et fut poursuivie longuement par le fils du diplomate israélien, avant d'être mise en joue, a toute chance d'être française.

D'autre part, des tracts des F.A.R.L. revendiquent ce dernier attentat en français, turc et arabe, avaient été distribués à Paris et, pour certains, découverts par la police dans un « squat » occupé par des membres de l'ultra-gauche, dans la mouvance d'Action directe. Enfin, ce groupe d'Action directe, discours au mois d'août, était responsable du mitraillage, en mars, de la mission d'achat israélienne à Paris.

Ces éléments, s'ils sont exacts et sans lien évident, ont en tout cas forgé le sentiment chez les enquêteurs que les F.A.R.L. d'origine libanaise, ont une dimension française. Elles disposent à tout le moins d'un « appui logistique » à Paris, d'un « pied-à-terre ». — L. G.

### L'AMBAassadeur D'ISRAEL ACCUSE L'O.L.P.

M. Meir Roseme, ambassadeur d'Israël à Paris, a déclaré : « L'O.L.P. opère sous différents titres pour commettre des actes de terrorisme. La culpabilité est celle de tous ceux qui tolèrent le terrorisme en croyant qu'il n'est qu'un moyen de lutte ou des terroristes. Il est temps que toutes les nations s'efforcent pour mettre fin à ce fléau ».

M. Roseme a été reçu par le premier ministre deux heures après l'attentat, sur l'initiative de M. Mauroy et en accord avec le chef de l'Etat. A sa sortie de l'hôtel Malesherbes, M. Roseme a indiqué que le premier ministre a exprimé « son indignation devant cet attentat et sa participation à la douleur de la communauté juive ».

Interrogé à R.T.L., M. Roseme a rappelé que « M. Kaddouri l'un des dirigeants de l'O.L.P. avait fait à Paris à quelques semaines une déclaration affirmant que l'O.L.P. rendrait la vie insupportable à tout Israélien passant où il se trouve ».

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a adressé, dès l'annonce de l'attentat, un télégramme de sympathie à l'ambassadeur d'Israël. M. Cheysson y exprime son indignation et assure M. Roseme de sa vive sympathie pour les victimes.

● L'O.L.P. condamne l'attentat. — M. Salah Khalaf (Abou Yyad), membre du comité central du Fatah, a déclaré que l'O.L.P. est opposé à tout attentat de ce genre et en particulier, à des attentats en France. « Nous devons conserver nos bonnes relations avec le gouvernement français », a-t-il déclaré, en précisant que l'O.L.P. est opposé à tout attentat dans tous les pays européens.

1520 من الال



**ATTENTAT**

**répression**

assassins - rejoignant ainsi la C.F.D.T. qui souhaite une « riposte de masse » de « toutes les forces syndicales et politiques attachées aux mêmes idéaux démocratiques ».

Sur le terrain, la lutte contre le terrorisme a enregistré, vendredi, un succès important avec l'arrestation de treize membres présumés d'Action directe et la découverte d'au moins deux caches d'armes et d'explosifs.

## La découverte d'importantes caches d'armes d'Action directe

(Suite de la première page.)

piété Paris. Combien de crimes, combien d'atrocités, faudra-t-il sur le sol français pour que le gouvernement comprenne qu'il ne peut avoir un ministre pour lutter contre le terrorisme et un autre pour le soulager et pacifier avec lui ?

## A LA SYNAGOGUE DE LA RUE DE LA VICTOIRE

À la synagogue de la rue de la Victoire à Paris l'office religieux du vendredi soir s'est déroulé dans le plus grand calme. L'entrée du temple est toujours précédée par des filets métalliques et chaque fidèle s'est foulé avant de pénétrer dans le lieu du culte. C'est Roch Hacham, le nouveau en religion, qui officie en présence notamment du grand rabbin de France, M. Bené-Samuel Strou. Lors de la prière, un officier de la rue de la Victoire a rappelé que le chef de la communauté

**A LA SYNAGOGUE  
LA RUE DE LA VICTOIRE**

rus Cardinet, il a déclaré : « Pour certains, le dialogue consiste une fois de plus à frapper par de lâches assassinats. Le dialogue doit le contraire : il doit rassembler les hommes qui ont décidé de rayer Israël de la carte et de frapper les juifs partout où ils se trouvent... »

Pour le rabbin de la rue de la Victoire, « l'événement le plus grave cette semaine est que l'innocentiable ait eu lieu, que le chef de l'Eglise ait raconté celui qui est publiquement désigné comme l'assassin... »

Après un appel à la solidarité au début de cette année 5743 du calendrier juif, la foule s'est dispersée lentement. Rares étaient ceux qui parlaient du nouvel attentat. Un jeune se demandait « quand tout cela allait finir ».

## Les commentaires de la presse parisienne

situation au lieu de chercher à  
aider les pouvoirs publics dans  
leur lutte contre le chômage.

« Assoc le conflit de Proche-Orient, en général, et celui du Liban, en particulier, est née une génération de terroristes, laquelle a germé de mort, même l'éditorial du *Matin* de Paris. Et, dans cette naissance, les responsabilités sont partagées : il y a eu, certes, les Arabes qui ont les leurs, *Méhemmed Bagh* a aussi les siens. « L'objectif est la fête de ramener à la vie, à la vie, à la vie, à la vie, à recourir à des mesures d'exception au nom de la sécurité des Français et de la lutte antiterroriste, conclut-il. Pour finir, il rappelle que les terroristes ont les procédés libéraux ; il a compris que le combat contre le

« Les Français pensent, hélas, s'entendre à d'autres atrocités, à d'autres tragédies. Ils doivent garder à l'esprit que la guerre est un chant de la peur. Parce que le terrorisme, nourri par la guerre du Proche-Orient, ne cessera qu'une cette guerre. C'est elle qui est-éternelle. »

Dans France-Sol, qui titre surtout la largeur de sa « une », « Le pays de nos enfants », Thierry Lherminier, directeur de la revue, nous explique que cet intitulé n'est pas un hasard : « C'est un pays qui est en train de se transformer, qui est en train de se transformer dans les classes et d'autres pourraient entrer en scène. » « Le gouvernement, le monde, les idées, les actions, les événements, le terrorisme, tout est en train de se transformer. Mais, ce qui est sûr, c'est qu'il ne faut pas oublier la presse. »

à son profit devant la Cour d'assises de Paris, et mars 1931, le Camillefl fut alors considéré, sous l'expression judiciaire, comme n'ayant rien.

Cette «dupla» n'a pas dupé la police qui, depuis une quinzaine de années, suivait à la trace plusieurs membres d'Action directe. C'est ainsi que les Renseignements généraux et la brigade de recherche et d'interception (BRI) — Gromenlin, Camillefl et Charles Florentin — Camillefl, se rendant un jour par hasard dans le quartier de la Bastille, furent arrêtés vers quelque 1700 heures, puis conduits notamment jusqu'à Toulouse. De fait, les membres opérés d'Action directe donnaient depuis quelque temps aux R.G. l'impression d'une grande effacement : voyages en voiture, allées et venues de toutes sortes de transports de colis.

L'action de la police, vendredi, après l'arrestation, avenue du Maine, le Camillefl et Gromenlin, a notamment débouché sur la découverte d'un réseau d'attentats du type «double» premier, avenue du Général-caderec (14), dans un box, contenant de 15 kilos de dynamite et le troisième poids de chlorate, quantité de dynamiteurs et on roule de zone

Marche lente. La deuxième cache se trouve encore plus intéressante. Les R.G., B.R.I. et la brigade criminelle y ont découvert deux minirallées Sten, une Kalashnikov, deux fusils à canon lisse, trois pistolets 11,43, un pistolet 7,65, un Manufranc, etc. Les enquêteurs — à côté de ses armes — ont analysé balistiques révélatrices peut-être qu'elles ont déjà servi lors d'attentats — ont trouvé six grenades, des centaines de munitions, des gilets pare-balles, des encoffres, des scaphytés et deux récepteurs radio sophistiqués, brandés sur les ondes de la police. De nombreux documents du dossier ont également été saisis.

Cette opération contre Action directe intervient un mois après que ce groupeuscule d'ultra-gauche ait été dissous par le gouvernement, le 18 août. Le communiqué officiel avait alors évoqué ce mouvement clandestin composé

C'est au cours de cette dernière vague d'actions violentes, alors que Parla connaît, par ailleurs, une série d'attentats meurtriers, que le gouvernement dissout Action directe. Un groupe devint trop ramant, disposant de trop d'armes, de trop de caches et recourant trop facilement aux escroqueries en tous genres et aux hold-up pour s'autofinancer.

LAURENT GRELSAMER.

 dans l'enfer  
du jeu avec  
**sulitzer**  
**FORTUNE**

«...on retient son souffle jusqu'au dernier rebondissement d'une course qui bouscule les normes des histoires d'arnaque traditionnelles.»

A.C. / FRABO MAGAZINE

**roman / d'énigme**

Aut. photo: A. Robert



## DÉFENSE

SELON UN PROJET DU GOUVERNEMENT

### Des gendarmes du contingent garderont des bâtiments publics

Le ministère de la défense prépare une double opération : accroître sensiblement le nombre des recrues du contingent volontaires pour servir dans la gendarmerie et confier à ces appelés, gendarmes dits « auxiliaires », des missions de protection statique à Paris et en région parisienne dans un premier temps.

Cette double opération nécessite, pour entrer dans les faits, l'aval du Parlement mais, selon une source autorisée au ministère de la défense, l'intention du gouvernement est de ne pas trop tarder dans l'application des mesures envisagées, une fois approuvées par voie législative.

La première des dispositions prévues devrait voir le jour dès le projet de budget de la défense pour 1983, avec la création de trois mille trois cents postes de gendarmes « auxiliaires » qui viendraient s'ajouter aux cinq mille cinq cents actuellement en service.

De 6,5 % aujourd'hui, la proportion d'appelés dans la gendarmerie passerait ainsi à 10 % des effectifs de cette arme en 1983 comme, du reste, une loi de 1971, dite « code du service national », le permet. Cette augmentation du nombre des gendarmes « auxiliaires », portée à huit mille huit cents l'an prochain, ne semble pas poser de problèmes particuliers tant les candidatures excèdent les besoins.

Au ministère de la défense, on explique que le gendarme « auxiliaire » revient au cinquième du coût d'un gendarme d'active (compte non tenu du logement) et qu'il exprime souvent le sentiment d'accomplir un service militaire « motivant ». De surcroît, le gendarme « auxiliaire » renvoie, à l'issue de son année passée sous l'uniforme, dans des proportions non négligeables dans les forces de sécurité (gendarmes ou police) et, si même il ne le fait pas, il appartient ensuite aux forces de réserve de la gendarmerie.

#### Une restriction du législateur

En portant le nombre des gendarmes « auxiliaires » à 10 % de l'ensemble des effectifs de l'arme, le ministère de la défense escompte récupérer des gendarmes de métier, actuellement occupés à des tâches pour lesquelles ils ne sont pas formés, et leur confier des missions plus opérationnelles.

L'autre mesure envisagée consiste, précisément, à ne pas confier les gendarmes « auxiliaires » dans des travaux sans responsabilités mais, au contraire, à leur proposer de prendre des fonctions de protection statique ou de garde des bâtiments publics jusqu'à leur libération de l'arme.

Il s'agit, par exemple, de la protection des représentations diplomatiques à Paris, comme l'avait sug-

géré récemment le chef de l'Etat, ou de celle des ministères - à commencer par celui de la défense - et des aéroports parisiens qui, à l'heure actuelle, mobilisent trois escadrons de gendarmerie.

Par cette disposition à l'étude, la gendarmerie libérerait des gardes statiques les personnels de carrière, pour les affecter à d'autres tâches.

Un tel projet suppose, pour aboutir, que soit amendé le code du service national de 1971, qui interdit de confier à des gendarmes « auxiliaires » des missions de répression et de maintien de l'ordre. Cette restriction, voulue par le législateur, est toujours en vigueur même si ses adversaires affirment qu'elle va à l'encontre d'une conception souple de l'emploi de la gendarmerie.

Pour justifier, sinon la suppression, du moins une révision de ces textes, le ministère de la défense fait aujourd'hui valoir que les recrues du contingent, dans les trois armées de terre, de l'air et de mer, sont déjà utilisées à des tâches de protection et de garde des installations militaires dites « sensibles », comme des bases aériennes, des dépôts de matériels ou d'essence, des casernes et des camps.

Autant de bâtiments ou de lieux publics qui ne sont pas très différents de ceux dont la sécurité pourrait être confiée à des gendarmes « auxiliaires ».

La modification envisagée s'appuierait sur l'adoption de procédures administratives nouvelles - qui restent à définir - de détachement ou de mise à disposition des personnels auprès des administrations ou institutions intéressées.

A l'origine, le ministère de la défense estimait pouvoir inclure cette disposition dans le projet de mise à jour du code du service national qu'il entendait présenter en octobre au Parlement. Mais l'ordre du jour de cette session extraordinaire est si chargé et la session d'automne étant consacrée à l'examen du budget 1983, il n'est pas exclu que ce projet de nouveau code du service national soit plutôt discuté l'an prochain à la session de printemps.

JACQUES ISNARD.

Après le retour du contingent français de Beyrouth

### « La force tranquille » des « soldats de la paix »

De notre envoyé spécial

A bord du porte-avions Foch. - Venu le 19 août dernier à Bastia saluer le départ en avion du premier détachement du contingent français de la force d'interposition à Beyrouth, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, est retourné en Corse, vendredi après-midi 17 septembre, pour adresser « les chaleureuses félicitations du chef de l'Etat » au « bérêt vert » du 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes, aux « bérêts rouges » du 3<sup>e</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine et aux sapeurs du 17<sup>e</sup> régiment du génie aéroporté de retour du Liban à bord du porte-avions Foch au large de Calvi.

M. Hernu s'est plu à souligner « la rigueur du comportement, la discipline, la cohésion et la compétence, en un mot la valeur » du détachement français, ce que d'autres avant lui ont appelé « la force tranquille » de ces huit cent cinquante hommes, dont certains, parmi les plus jeunes, n'avaient jamais auparavant entendu une balle leur siffler aux oreilles puisque le plus novice des engagés présents à Beyrouth n'avait pas cinq mois de service.

Entre le 21 août dernier, date de leur débarquement dans la port de commerce de Beyrouth, et le 13 septembre, fin de leur rambarquement, les « bérêts verts » et « rouges » du contingent français ont protégé l'évacuation de Palestiniens dans l'une des zones les plus exposées du dispositif multinational d'interposition à la limite de Beyrouth-Ouest et Beyrouth-Est.

Les sapeurs - une quarantaine - du 17<sup>e</sup> régiment du génie aéroporté ont, dans le même temps, décelé les caches d'armes, jusqu'à 30 tonnes en un seul stock, et démonté plus de 500 mines, pièges divers, grenades et obus au phosphore, parmi lesquels des mines de provenance soviétique apparues dans l'armée rouge il y a à peine deux ans.

Pour installer à pied d'œuvre cette force française d'interposi-

tion, il a fallu, à en croire le ministre de la défense, déployer pas moins de 3 400 mètres et 180 pièces de l'aéronavie à bord d'un groupe naval dont le porte-avions Foch (1), quatre rotations sur Chypre de dix avions Transall chacune, deux rotations de deux DC-8 chacune et un avion-cargo Boeing-747. « A ces soldats disciplinés et bien encadrés », a expliqué M. Hernu, les forces françaises ont apporté un immense concours coordonné. »

De l'aveu même de certains militaires présents sur le Foch, la brutale disparition du président libanais élu, Bachir Gemayel, survenant après l'opération des « soldats de la paix », aura eu pour conséquence instantanée de permettre aux troupes israéliennes de rentrer dans les quartiers de Beyrouth-Ouest « vides » ou « assainis » par l'action de la force d'interposition.

Somme toute, le désarmement des lignes de défense palestiniennes, denses, diversifiées et parfois enterrées, inspirées en tous les cas des techniques soviétiques du combat en milieu urbain, a indirectement facilité la pénétration israélienne qui, sans cela, eût sans doute été plus longue et plus meurtrière.

Il demeure, dans le sud du Liban, trois cents soldats français - un bataillon logistique et un bataillon de combattants de la Force interarmes des Nations unies (FINUL) dont le mandat s'achève le 19 octobre prochain et dont l'action ne peut être reconduite, selon un conseiller de M. Hernu, que dans le cadre d'une nouvelle définition des missions des « casques bleus » en accord avec toutes les parties prenantes.

J. I.

(1) Sont restés sur place, en Méditerranée orientale, la corvette Georges-Leygues, l'escorteur d'extrême, et le bâtiment de débarquement de chars Argens.

## MÉDECINE

A Caen

### Incidents lors d'une visite de M. Jack Ralite

De notre correspondant

Caen. - Pour la troisième fois depuis le début de l'année, un membre du gouvernement a connu des moments difficiles dans le Calvados. Vendredi 17 septembre, M. Jack Ralite, ministre de la santé, a été accueilli au centre anti-cancer (C.A.C.) François-Baclesse de Caen par des huées et sous une pluie de projectiles envoyés par une centaine de manifestants représentant des professions de santé de Basse-Normandie.

Après M<sup>me</sup> Edith Cresson malmenée à Airen par des agriculteurs, après M. Louis Mexandeau séquestré à Caen par des militants du C.I.D. UNATI, M. Jack Ralite s'est vu infliger un traitement particulièrement sévère lors de son arrivée au C.A.C. caennais où l'attendaient vendredi des médecins libéraux et hospitaliers, des pharmaciens, des dentistes, des kinésithérapeutes et des internes. Ceux-ci, après s'être groupés de chaque côté de l'entrée principale de l'établissement hospitalier, ont d'abord déployé des banderoles, puis procédé à une distribution de projectiles que le service d'ordre encore peu important aperçut trop tard.

En effet, au moment même où étaient saisies quelques douzaines d'œufs, le ministre sortait de sa voiture sous les huées et les sifflets des manifestants qui criaient : « démission ! ». Aussitôt, M. Ralite et les personnes qui l'accompagnaient étaient pris sous un tir croisé d'œufs, de tomates et de yaourts qui épargna peu de costumes et d'uniformes. En dépit du boomerang improvisé d'un attaché-case, le ministre recevait des œufs sur le visage et le veston.

La situation allait être un instant si confuse qu'on vit même le commissaire de la République, M. Alex Gobin, prêter main-forte au service d'ordre. M. Ralite devait alors échapper aux manifestants en ren-

trant dans le hall du C.A.C. où l'attendait, stupéfait, le comité d'accueil officiellement constitué. La visite ministérielle n'allait pas mieux se terminer. Les voitures bloquées par des ambulances mais finalement dégagées, M. Ralite s'en alla par une issue discrète tandis que les forces de l'ordre dispersaient une trentaine de manifestants encore rassemblés.

Au cours de cette présentation du nouveau scanographe « corps entier », dont est maintenant équipé le C.A.C. de Caen - tel était le but de la visite - M. Ralite a annoncé l'installation en Basse-Normandie du premier comité régional de la concertation nationale sur le cancer lancé en juillet dernier.

JACQUES AUGER.

### LA REVALORISATION DE LA PROFESSION D'INFIRMIÈRE

(De notre correspondant.)

Le Havre. - Le ministre de la santé, M. Jack Ralite, vient d'inaugurer au Havre la nouvelle école d'infirmières qui accueillera dès cette rentrée deux cent cinquante élèves. Cette inauguration a été l'occasion pour le ministre d'affirmer sa volonté de revaloriser la fonction d'infirmière. Exprimant son souci de développer la formation permanente, M. Ralite s'est prononcé en faveur d'un encouragement au travail à temps partiel et d'une possibilité pour les auxiliaires d'être titularisés par concours interne.

M. Ralite a d'autre part rappelé les chiffres des créations d'emplois dans la santé publique. En treize mois, dix-huit mille cinq cents postes ont été créés sur le plan national, dont mille cinq cents médecins, a-t-il déclaré. - (Interim.)

## RÉGIONS

### La réforme du statut de la capitale

- M. Defferre précise ses dernières propositions
- M. Chirac se prépare à convoquer le Conseil de Paris en session extraordinaire

M. Jacques Chirac résumera, le dimanche 19 septembre, à 18 heures à l'Hôtel de Ville dix-huit de ses propositions de réformes de la capitale s'attachant à ces formations. Le maire de Paris fera le point sur la réforme du statut de la Ville après l'entrevue qui a eu lieu le 17 septembre en fin d'après-midi au ministère de l'Intérieur entre les collaborateurs de M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation et ceux de M. Chirac.

Cette séance de travail faisait suite à celles qui ont eu lieu les 22 et 29 juillet derniers, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation. Des représentants des municipalités de Paris (M.M. Robert Pandraud et Jean Colonna) et de Marseille (M. Philippe San Marco) ont participé à cette réunion présidée par M. Eric Guily, conseiller technique au cabinet de M. Gaston Defferre. M. Lucien Vochet, commissaire de la République de la région Ile-de-France et du département de Paris et M. Patrick Marpor, conseiller technique au cabinet du premier ministre étaient présents.

Le cas de la Ville fera l'objet le 21 septembre d'une réunion avec des élus et les principaux responsables administratifs de la commune, indiquent-on encore au ministère de l'Intérieur.

Les représentants de M. Defferre ont rappelé à ceux de M. Chirac les principales dispositions du projet de réforme des trois grandes villes dont nous avons donné les grandes lignes dans le *Monde* du 7 septembre.

Il y aura pas d'atteinte à l'unité des trois communes :

- Dans chacune des trois villes seront créés des conseils d'arrondissement élus au suffrage universel direct en même temps que le conseil municipal de la commune principale :

- Les conseils d'arrondissement ne disposeront ni de la personnalité morale ni du pouvoir de lever l'impôt. Ils constitueront au côté du maire et du conseil municipal un organe d'administration de la commune principale et dans le cadre des moyens financiers fixés par le conseil municipal :

- Ces dispositions sont sans influence sur la situation juridique des personnels intéressés : ceux-ci restent régis par les statuts applicables jusqu'alors aux personnels de la commune. L'ensemble des droits de ces agents sont garantis :

- Paris est, on le sait, à la fois une commune et un département ; cette coexistence de deux collectivités territoriales sur le même territoire est maintenue.

- Les conseils d'arrondissements créés dans les trois grandes villes, précise encore le ministère de l'Intérieur,

- permettront d'établir entre les habitants et les élus un contact direct et permanent qui donnera la possibilité de connaître rapidement les besoins et de leur apporter, dans les meilleurs délais, une réponse adaptée. Loin d'affaiblir les communes

JEAN PERRIN.

(1) M. Gaston Defferre, qui participait au Mans à un colloque sur la coopération intercommunale, a paré d'une discussion du projet devant le Parlement pour le 20 octobre.

### Faits et projets

#### Les autoroutes et les retours de vacances

Le nombre des victimes sur les autoroutes a diminué de 15 % cette année en août et au début de septembre par rapport à la même période de 1981, mais, en revanche, le nombre des accidents a augmenté de 21,04 %, indique l'Association pour la sécurité sur les autoroutes (ASS-SECAR).

Les automobilistes, semble-t-il, ont conduit avec plus de prudence et roulé moins vite, ce qui peut expliquer la diminution de la gravité des accidents, mais, selon l'Association, les conducteurs ne respectent pas suffisamment les distances entre véhicules et les règles de dépassement.

Du lundi 23 août 1982 au lundi 6 septembre, les 138 accidents corporels enregistrés sur le réseau des autoroutes concédées ont fait 272 victimes : 14 tués, 66 blessés graves et 192 blessés légers. Du 24 août au 7 septembre 1981, 109 accidents sur les autoroutes avaient fait 320 victimes : 26 tués, 116 blessés graves et 178 blessés légers.

#### Le laborieux démenagement du ministère des finances

- Eloigner le personnel d'exécution de Paris est une erreur politique - au moment où l'on parle de « reconquête » de la capitale, estime le syndicat C.G.T. des fonctionnaires du ministère de l'Economie et des finances. Approuvant la décision annoncée par le président de la République, le 24 septembre 1981, de « rendre le Louvre à sa vocation culturelle », le syndicat C.G.T. est

hostile, en revanche, aux projets de déménagement partiel en banlieue. Il regrette aussi que l'on donne suite au projet envisagé pendant le précédent septennat de transférer le service des pensions (550 personnes) à Nantes, service dans lequel il n'y aurait, selon le syndicat, « aucun volontaire pour ce départ ».

- L'administration centrale ne doit pas quitter Paris, estime le syndicat C.G.T. Ce n'est pas conforme aux intérêts des travailleurs, de l'emploi parisien et du changement. - Sur 10 000 fonctionnaires touchés par un déménagement qui concerne le Louvre (2 500 personnes), mais aussi le quai Branly (1 300 employés), 5 000 seraient relogés dans les nouveaux immeubles de la gare de Lyon et du boulevard de Bercy, 3 000 dans les annexes parisiennes et 2 000 agents de services d'exécution seraient transférés en banlieue. Le secteur de la comptabilité publique est - sous la menace du transfert à Marne-la-Vallée -, indique le syndicat, qui demande que tous, y compris les personnels de catégorie modeste, puissent rester dans la capitale.

- La Bretagne des cinq départements. - M. Jean Le Lagadec, président de l'Union des sociétés bretonnes de l'Ile-de-France, estime que les conseillers régionaux de la Bretagne doivent être élus par tous les Bretons, y compris ceux de la Loire-Atlantique.

La Bretagne fut découpée en cinq départements par le décret du 22 septembre 1789 et la Loire-Inférieure (l'ancien nom de la Loire-Atlantique) fut séparée des quatre autres départements bretons par un décret du maréchal Pétain, en date du 30 juin 1941, explique M. Le Lagadec, qui estime qu'il faut, à l'occasion des élections régionales, réparer cette « mutilation ».

**STYLISTES : COPIES COULEURS**  
Qualité photographique professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12° 347.21.32

150 من الالوان







# cinéma



Un autre décret précise les conditions de nomination des membres des  d'administration des sociétés, qui doivent être nommés rapidement. On attend, dès le début de la semaine prochaine, que les nouveaux présidents des chaînes fassent connaître les noms de leurs directeurs généraux, puis des directeurs de l'information et des programmes.

On eût pu être plus de surprise, sans doute. Mais l'année passée a été trop coûteuse en énergie gachée, en espoirs déçus, en douleurs, pour qu'on néglige la possibilité d'un démarrage imminent. La personnalité des directeurs généraux, responsables des programmes et des politiques, est déterminante. Aux P.-D.G. on ne peut pas tromper. Comptables et saltimbanques peuvent, sans doute faire un ménage.

... imaginatifs et effi-  
caces. Novateurs et Indé-  
pendants... pourquoi pas.

**ANNICK COJEAN.**

---

**CHÂTEAU :** FR 3  
ce soir. Téléfilm : F...  
N. Geronzi P. Harchin.

**LAURE**  
*Le Jugement de Jean-Jacques : l'entrepreneur avec  
 en cri, de M. Henry, avec D. Lévay, J. Fer-  
 r. M. Mallfort, M. Epia, C. Vichatskoff.*  
*succède au mi-fugue, mi-raïns.*

**LIQUIDE**  
*Les Opéras de Schubert, Mahler, Brahms | Negro  
 Norma, soprano : C. Parsons, piano : V. Von  
 Donné au Sulférin, Ostach, le 26 juin*

**FRANCE-MUSIQUE : Musiques de mil-  
 l. Lissi, Mozart : 23 h. Entre guillemets |  
 l'or, œuvres de Johnson, Debussy, C.**

**hbre**  
*ha Graham et de Doris Humphrey, Abelin*

14 a 14, D'ne oreille l'autre : œuvres de J.-S. Bach, Muffat,  
Debussy, Fauré, Bocelli, Stravinski, Tchaïkovski.  
17 h Comment Fautendous-vois ? : « Johannes Brahms »,  
B. Ringeisen, œuvres de Brahms.  
■ h. Jazx vivant.  
■ h. Les chans de la terre.  
20 h 20, Concerto : Fauré de Vienne 1982 : « la Clémence de  
Titus », ouverture « Concerto pour orchestre n° 5 ».   
Sinfonade en ré majeur, de Mozart, « Orchestre philharmoni-  
que de Vienne. Dir. J. Levine ; sol. : I. Pinnas, violon.  
22 h 30, La suit sur France-Musique : Pierre-Eugène

هكذا من الأصل







صدا من الامل

Le Monde

# économie

## CONJONCTURE

### La préparation du IX<sup>e</sup> Plan Un ministère en trop ?

M. Delors, ministre de l'économie et des finances, a estimé, jeudi 16 septembre, que l'« on faisait un Himalaya de ce qui n'est qu'une feuille de cigare » en évoquant les divergences, soutenues par la presse, entre M. Rocard et certains membres du gouvernement. M. Delors a précisé que « la préparation du IX<sup>e</sup> Plan, qui doit s'achever à moyen terme le sens de l'effort de dix-huit mois entrepris, revêt une importance exceptionnelle ».

Cela n'empêche pas que se pose la question de l'efficacité des rouages du Plan, dès lors que le ministre qui en a la charge se voit politiquement contesté.

Qu'un comité interministériel en vienne à faire modifier un projet de document, quel que soit son contenu, n'est pas une nouveauté. On s'attendait à ce qu'un incident ait pu survenir à propos du document préliminaire au IX<sup>e</sup> Plan que M. Rocard a été prié de remettre le 16 septembre. Les ministres réunis autour de M. Mauroy avaient le droit, semble-t-il, de ne pas apprécier un texte qui, dans sa première partie, faisait la part belle à l'autocritique et mettait en cause le Plan intermédiaire dont on aurait pu dire, dès son élaboration, qu'il ne faisait pas l'affaire. Ils pouvaient également se défendre contre une vue de l'avenir qu'ils jugeaient par trop pessimiste. Bref, il n'y avait pas là de quoi foudroyer un ministre du Plan ni de quoi faire la « une » des journaux.

C'est pourtant ce qui est advenu le jour même où le gouvernement s'affrontait, sur la monnaie, à des difficultés autrement sérieuses. On ne cherchait pas trop à comprendre qui a eu intérêt à provoquer cette tempête dans un verre d'eau. En revanche, il pourrait être utile de réfléchir sur le tort qui pourrait être porté

#### L'idée de Jean Monnet

On peut affirmer que tous les efforts ont été faits pour assurer le bon déroulement de la préparation du IX<sup>e</sup> Plan. Plusieurs membres des commissions mises en place ne cachent pas leur surprise devant la précipitation à laquelle ils sont soumis. Mais, surtout, ils s'interrogent sur le sens des lentes politiques qui agitent les instances gouvernementales en un domaine où les intérêts particuliers avaient coutume de s'effacer devant l'intérêt général. Et la question se pose une nouvelle fois de savoir s'il fallait créer un ministère du Plan, alors que l'expérience de plus de trente-cinq ans militait pour le contraire. Que l'on se souvienne de ce qui disait le père fondateur du Plan Jean-Monnet. Celui-ci écrivait dans ses mémoires : « Aucun poste ministériel ne m'eût offert un champ d'action aussi vaste que celui que m'ouvrait la fonction indélébile de commissaire au Plan, délégué auprès du président du Gouvernement. Je ne prenais la place de personne, je n'étais supérieur à personne. J'occupais un territoire jusqu'à présent sans nom et sans maître. Ce territoire, précisait-il encore, devait être modestement administrativement parlant ».

Jean-Monnet voulait créer un organisme qui ait à la fois assez d'autorité et d'indépendance pour s'imposer à l'ensemble des ministères

sans être tributaire des querelles politiques. C'est sans doute ce qui explique que toutes les créations de ministères du Plan aient été sans lendemain. Dans la situation actuelle, la logique voudrait — puisqu'il en existe déjà — que le ministre du Plan soit une sorte de second premier ministre, en tout cas que ses pouvoirs s'étendent à toute l'économie, autrement dit à tout ce que recouvre le Plan. Au lieu de quoi on voit se multiplier les instances de coordination interministérielles ou autres hauts conseils de toutes sortes qu'un ministère du Plan devrait suffire à englober.

#### Un problème de structure

La personnalité de M. Rocard est-elle ici seule en cause ? Tout autre responsable ne se trouverait-il pas en but aux mêmes oppositions de tendances et ne connaîtrait-il pas les mêmes difficultés dès lors qu'il s'agit de la structure ? Le fait que le maire de Conflans-Sainte-Honorine ne soit pas en odeur de sainteté dans toutes les sections du P.S. n'arrange évidemment pas les affaires. Nombreux sont ceux, parmi les plus « durs », qui déclarent ouvertement qu'ils n'ont pas été élus pour faire la politique de M. Rocard. Mais tiendraient-ils le même langage si celui-ci détenait un autre portefeuille ministériel ?

Là est la contradiction d'un parti politique qui, en raison des trop savants dosages qui ont précédé l'élaboration du gouvernement, se prive du meilleur moyen qu'il voulait se donner pour assurer le développement économique. Il ne peut s'en sortir qu'en réglant comme bon lui semble le cas Rocard et en laissant au commissariat au Plan un rôle qui devrait plus que jamais être le sien.

FRANÇOIS SIMON.

### Le déficit du commerce extérieur a atteint 9 milliards de francs en août

Le déficit du commerce extérieur est resté lourd en août, représentant près de 9 milliards de francs, exactement 8 975 millions d'écus bruts et 8 957 millions, après correction des variations saisonnières. Les échanges avaient été déficitaires, en données corrigées, de 8,9 milliards en juillet ; ils avaient été excédentaires de 0,5 milliard en août 1981. Depuis le début de l'année, en huit mois, le solde négatif a atteint 61 270 millions après correction (58 458 millions en chiffres bruts), contre 26 582 millions de janvier à août 1981.

En données brutes, les exportations ont atteint, en août, 39 640 millions (-26,4 % en un mois ; +2,1 % en un an) et les importations 48 615 millions (-19,9 % par rapport à juillet ; +20,9 % par rapport à août 1981). Après correction, les ventes à l'étranger ont représenté 52 565 millions (+1,5 % en un mois ; -1,5 % en un an), et les achats 61 522 millions (+1,3 % par rapport à juillet ; +16,3 % par rapport à août 1981).

Ainsi, d'une année à l'autre, en données corrigées, les exportations ont baissé, alors que les importations ont fortement augmenté, ce qui a entraîné la dégradation des échanges extérieurs de la France. Il est clair que le programme gouvernemental n'est susceptible de produire dans ce domaine des effets positifs qu'à terme. Ces éventuels effets vertueux n'interviendront que vers la fin de 1982.

Cependant, le ministère du commerce extérieur note que les chiffres d'août, « qui doivent être interprétés avec prudence, compte tenu de l'ampleur du mouvement saisonnier, traduisent le maintien de l'amélioration enregistrée depuis le début de l'été ». Le déficit corrigé avait atteint 13,3 milliards de francs en juin. Même si le mois d'août n'est pas très significatif (près d'un tiers des opérations ne sont pas comptabilisées), il y a effectivement un mieux par rapport au pire. — M. B.

## CORRESPONDANCE

### L'avoir fiscal est mort ! Vive l'avoir fiscal !

Un de nos lecteurs nous a fait parvenir la lettre suivante :  
M. Mitterrand, dans son programme électoral, s'était engagé à supprimer l'avoir fiscal, symbole, nous disait-il, d'une fiscalité injuste faite par les possédants pour les possédants. Le gouvernement, par la voix de son ministre de l'économie et des finances, vient d'annoncer la suppression de l'avoir fiscal. Mais, pour soutenir l'épargne et mieux l'orienter vers les entreprises, il fallait quelque chose. Alors, on a remplacé l'avoir fiscal par... l'avoir fiscal. Chacun peut constater que, à un détail infime près, le nouveau crédit d'impôt se calcule sur une formule mathématique rigoureusement semblable à celle de son détestable jumeau, l'avoir fiscal.  
Ce que l'on regrette dans cette affaire c'est que la méthode n'ait pas été utilisée plus tôt et plus systématiquement par le nouveau gouvernement. Il se serait épargné — et il nous aurait épargné — bien des misères.

Par exemple, s'il avait remplacé la politique du maintien du pouvoir d'achat par la politique du maintien du pouvoir d'achat, la politique électro-nucléaire par la politique électro-nucléaire (soyons juste ! c'est ce qu'il a fait), la politique de rigueur budgétaire par la politique de rigueur budgétaire, le pacte pour l'emploi, etc., il n'aurait peut-être pas à baisser aujourd'hui le pouvoir d'achat, ni à réduire les prestations sociales au nom des « avancées sociales », ni à augmenter les impôts et les cotisations sociales après avoir promis de ne pas le faire.

## FAITS ET CHIFFRES

**BRESIL**  
● La balance commerciale brésilienne a enregistré un excédent de 311 millions de dollars au cours des huit premiers mois de 1982, contre un déficit de 33 millions de dollars en août 1981. Les exportations ont atteint 13 403 millions de dollars et les importations 13 092 millions de dollars, contre respectivement 14 922 millions et 14 955 millions, ayant diminué respectivement de 1,8 % et de 2,5 %. Le Brésil a consacré 6 581 millions de dollars à ses achats de pétrole, contre 6 985 millions l'année précédente, en baisse de 8,7 %. — (A.F.P.)

## ESPAGNE

● Le nombre des chômeurs espagnols s'est établi au 31 août à 1 826 478, son niveau le plus élevé de l'année, soit 14,12 % de la population active. Ce nombre a augmenté de 40 855 durant les deux mois d'été (dont 19 572 en août), alors qu'il avait diminué de 31 164 au cours des quatre mois précédents, de mars à juin. Les experts estiment néanmoins que ces résultats ne remettent nullement en cause l'évolution positive amorcée en mars dernier.

## LOGEMENT

### Trouver un appartement à Paris

La crise du logement locatif continue à s'aggraver à Paris. Intense depuis plusieurs années (le Monde du 27 au 30 janvier 1981), elle impose aujourd'hui aux candidats locataires des démarches sans nombre et rarement couronnées de succès, ainsi que le soulignent les premières conclusions de la mission d'étude confiée à M. Pierre Merlin (le Monde du 18 septembre). La baisse constante des mises en chantier de logements, la disparition du marché locatif d'appartements par la vente en copropriété s'accompagnent aujourd'hui des craintes suscitées par les dispositions encore mal connues des propriétaires comme des locataires de la loi Quilicot, du nom du ministre de l'urbanisme et du logement. Les réalités d'un marché de pénurie se conjuguent ainsi avec des effets psychologiques pour rendre épuisante la recherche d'un logis.

## Marathon

Se lever tôt, descendre au kiosque, acheter le journal, cocher les petites annonces intéressantes, téléphoner, parcourir Paris à la recherche de l'appartement dont on rêve... la journée s'annonçait rude. Ce fut, en fait, un véritable cauchemar. A la rubrique « Locations vides », il n'y avait que deux ou trois annonces correspondant à ce que le chercheur voulait : un deux ou trois-pièces entre 1 800 et 2 600 F par mois. « Métro Guy-Moquet. Trois-pièces, cuisine, w.c., bains, gde entrée, 1 950 F, ch. comp. » Je téléphone. La ligne est occupée. J'insiste. Echec : à 9 h 30, mon correspondant, un particulier, m'apprendra qu'il a déjà loué son appartement. Entre-temps, j'avais appelé un autre numéro pour connaître le loyer d'un deux-pièces, état neuf, près Champs-Élysées, loué sans commission. La réponse m'avait littéralement étourdi : 3 584 F, charges comprises, plus 80 000 F de reprise du mobilier.

Nouveaux coups de téléphone, nouvelles tentatives. Les lignes sont toujours occupées. A 10 heures, enfin, la chance semble se profiler. « Oh, nous proposons deux-pièces de 45 m<sup>2</sup> à 1 800 F, au métro Sentier, mais venez vite nous voir, il y a déjà beaucoup de candidats. » Je saute dans le métro, cours le long du boulevard de Sébastopol, monte quatre à quatre les marches qui me conduisent au siège de la société L.P.P. Si-zerre, je ne vois aucun des candidats annoncés.

Une jeune femme me reçoit. « Voilà ce que je vous propose, me dit-elle, vous me verserez 500 F, je vous mets en rapport avec le propriétaire de l'appartement que vous intéresse. Si le logement vous convient, vous ne payez que le loyer et un ou deux mois de caution. » — « Et si je ne m'intéresse pas ? » — « Et mes 500 F, je peux les récupérer si je ne trouve rien ? » — « Euh !... non mais, vous savez, ce serait vraiment étonnant que rien ne vous convienne. » Silence gêné. Je m'étais présenté pour visiter un appartement et me voilà obligé de débours 500 F avant même de l'avoir vu. Pas d'accord.

J'explique que j'ai besoin de réfléchir, me dirige vers la porte et m'enfuis en vitesse. Retour à la case départ. Mais il est déjà 11 heures et demie et je commence à être sérieusement énervé. Arrivé à une cabine téléphonique pour apprendre que trois locations m'ont échappé. Cette fois je suis franchement de mauvaise humeur.

#### « Vous comprenez, avec la loi Quilicot... »

« 4, square Gabriel Fauré (17<sup>e</sup>) 2 pièces tt. ch. 2 410 F ch. comp. Sur place de 13 h à 15 h. » A 13 h 10, je suis en bas d'un immeuble ancien, bien situé dans une voie privée, très calme. L'espoir renaît. Il sera de courte durée. Au 5<sup>e</sup> étage, quinze personnes attendant déjà dans l'entrée, glissent de l'appartement, tandis que dans l'autre un agent immobilier reçoit un à un les candidats. Ceux qui viennent d'arriver se plaignent. « On pourrait quand même voir l'appartement en entier avant de faire la queue ! » Regarde désapprobateurs de ceux qui patientaient sagement. Enfin le blocus est forcé. L'appartement apparaît dans toute sa splendeur : les pièces sont petites et sombres, le moquette tachée, les murs sales, la cuisine et l'entrée

minuscules. Pas question, en outre, de demander une remise en état, le propriétaire s'y oppose. « Vous comprenez, explique l'agent immobilier, avec la loi Quilicot, les propriétaires sont dépossédés de leur logement, alors ils le louent en l'état. » L'explication est pour le moins curieuse, mais personne ne la conteste. Nullement découragé, les candidats demandent les conditions de la location : loyer 2 410 F charges comprises, caution 4 120 F, frais d'agence 1 745 F soit au total 8 276 F. Est-ce par crainte de se faire mal voir ou simplement par méconnaissance de la loi, toujours est-il que personne ne demande la fiche de renseignements sur le 2 pièces et la quinzaine de loyer du précédent locataire. En revanche tout le monde se soumettra de bonne grâce à l'interrogatoire serré de l'agent immobilier. Situation familiale, profession, fiche de paie, numéro de compte bancaire. Le propriétaire, nous dit-on, donne sa réponse dans deux jours. Mais les jeux semblent déjà faits. Le couple s'est venu louer sa fille parle déjà du tapis qu'il faudra mettre là pour cacher les taches, des rideaux qu'il faudra accrocher. Découragé, je pars visiter deux autres appartements (l'un dans le XIII<sup>e</sup>, l'autre dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement pour découvrir à chaque fois le même scénario déprimant : 5 mètres de queue, un logement sans confort, un loyer exorbitant. A 8 heures je suis au lit après avoir parcouru cinq kilomètres à pied quarante stations de métro. Il faut prendre des forces, demain, le marathon recommencera.

F.F.

## ÉTRANGER

### En Grande-Bretagne LES PRIX N'ONT PAS AUGMENTÉ EN AOÛT POUR LE DEUXIÈME MOIS CONSÉCUTIF

(De notre correspondant.)  
Londres. — L'inflation a encore diminué, en août, à 7,7 %, le 17 septembre, le gouvernement britannique, se situant à 8 % sur un an, contre 8,7 % au mois de juillet (1), soit le taux le plus bas enregistré depuis près de quatre ans (octobre 1978). Pour le 17<sup>e</sup> mois consécutif, les prix de détail n'ont pas augmenté en Grande-Bretagne. La hausse de l'essence, de l'alcool, du tabac a été compensée par la baisse des prix des produits saisonniers.

Le gouvernement s'attend que le rythme de l'inflation tombe autour de 7 % avant la fin de l'année, sensiblement au-dessous des objectifs qu'il s'était fixés dans le budget de mars dernier. La hausse annuelle des prix était encore de 10,5 % à cette époque. Ce bon résultat est dû à la baisse des cours des matières premières (-13 % en un an) et à la croissance rapide de la productivité, liée à une modération des coûts salariaux.

L'indice des taxes et prix (indice qui combine à la fois l'évolution des prix et l'évolution des impôts directs et indirects), introduit par le gouvernement conservateur, alors qu'il espérait que la diminution de la pression fiscale compenserait en partie la hausse des prix, a augmenté de 8,7 % depuis août 1981, contre 9,6 % en juillet. Mieux que l'indice des prix, ce dernier indice permet de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat. — D. V.

(1) En mai 1980, le taux avait atteint 21,9 %.

### Au Japon LES FINANCES PUBLIQUES SONT « EN ÉTAT D'URGENCE » déclare le premier ministre

Les finances publiques du Japon sont en « état d'urgence », a déclaré jeudi 16 septembre le premier ministre japonais Zenko Suzuki, qui a appelé, au cours d'une conférence de presse, la population à coopérer avec le gouvernement. M. Suzuki a annoncé que l'émission d'un nouvel emprunt d'État était inévitable pour couvrir le déficit. Les ressources fiscales du gouvernement ont, en effet, baissé de 9,5 milliards de dollars pendant l'année fiscale 1981-1982. Cette baisse, que M. Suzuki explique par le ralentissement global de la croissance économique (1), atteindra probablement 19 à 23 milliards de dollars pour la présente année fiscale, qui se termine en mars 1983.

Les dettes cumulées du gouvernement atteignent 346 milliards de dollars. D'autre part, le premier ministre a indirectement demandé aux fonctionnaires d'accepter le gel de leurs salaires pendant un an (2) et annonce son intention de pratiquer l'an prochain des coupes budgétaires drastiques dans l'éducation, la santé, la sécurité nationale et l'outre-mer.

(1) La croissance nationale n'a été que de 2,9 % en 1981 et ne devrait pas dépasser 2 % cette année (+4,8 % en moyenne pendant la décennie 1970-1980 et des taux de croissance réels à 10 % l'an avant le premier choc pétrolier).  
(2) La hausse des prix n'atteignait plus que 1,9 % en juillet 1982 (par rapport à juillet 1981).

## SOCIAL

### LES CONTRATS DE SOLIDARITÉ SERONT ADAPTÉS AUX P.M.E.

La formule des contrats de solidarité basée sur la réduction du temps de travail sera assouplie prochainement, pour la rendre plus incitative en matière de création d'emplois, confirme M. Le Garrec, dans une interview à l'Express. A plusieurs reprises (le Monde du 6 août 1982), le ministre avait regretté l'insuffisance de ce type de créations d'emplois — chiffré à 4,5 % de l'ensemble des emplois créés par les contrats (prévoyance et réduction de la durée du travail). L'objectif de la réforme envisagée pour octobre, dans le cadre de la bataille pour l'emploi, est de faciliter l'accès à ces contrats pour les P.M.E. tout particulièrement. « Lorsqu'une P.M.E. réduit la durée du travail de ses salariés, explique M. Le Garrec dans l'interview, si elle ne libère potentiellement qu'une fraction de poste de travail, elle ne peut pas profiter des aides prévues par les contrats de solidarité ».

Les mesures d'assouplissement sont encore à l'étude. Seuls sont acquis, précise le ministre, le principe, et le fait que les aides liées aux contrats seront prolongées sur trois ans au lieu de deux actuellement.

Le travail s'est effectué normalement vendredi 18 septembre à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, malgré un bref meeting organisé, vers 15 heures, par la C.G.T. aux portes de l'entreprise. Comme la veille, les élus cégétistes avaient accompagné jusqu'à son poste de travail l'ouvrier mis à pied pour « violence » sur la personne d'un contremaître. Au cours d'un entretien avec la direction, cet ouvrier s'est vu notifier les faits qui lui sont reprochés, et qu'il continue de nier, se déclarant étranger à cette affaire. La C.G.T. s'oppose toujours à son licenciement. Mais le thème principal du meeting de vendredi portait sur la « transparence des salaires », recommandée par M. Dupeyron, médiateur lors des grandes grèves du printemps.

La C.G.T. — qui entame une nouvelle fois sa lutte pour l'application

### Rencontre C.F.D.T.-C.N.P.F. M. MAIRE CONFIRME SON OPPOSITION A UN RÉGIME DE RETRAITE INTERMÉDIAIRE

Le patronat semble prêt à « explorer sérieusement les voies de la négociation en matière de salaires », dans l'attente d'une décision difficile, ainsi que sur la durée du travail », a déclaré M. Maire, à l'issue d'une rencontre C.N.P.F.-C.F.D.T., vendredi 17 septembre, au siège de l'organisation patronale. Le secrétaire général de la C.F.D.T., a indiqué que le C.N.P.F. avait affirmé qu'il est « possible de négocier dans les branches, non seulement sur les salaires minima avec une priorité pour les bas salaires, mais aussi sur les salaires réels ». La C.F.D.T. a réaffirmé qu'elle « n'accepterait en aucun cas des pertes de pouvoir d'achat pour les bas salaires, et qu'il en irait de même pour les salaires élevés, et, en contrepartie, il n'y avait pas de création d'emplois ».

La C.F.D.T., d'autre part, rappelle son opposition à la création d'un système spécial pour la retraite à soixante ans des non-cadres, et la création d'un forfait hôtelier et aux « économies de bouts de chandelle ».

intégrale du rapport Dupeyron chez Citroën comme chez Talbot — réclame « de véritables barèmes, avec l'indication des critères de détermination de la rémunération ». Elle propose notamment une grille spécifiant les coefficients de salaire minimum et maximum comme chez Renault, et une prime d'équipe égale pour tous de 18,30 francs par jour. Ces revendications ont été présentées vendredi à la direction.

J.B.

### CITROËN : LA C.G.T. DEMANDE LA « TRANSPARENCE DES SALAIRES »

Le travail s'est effectué normalement vendredi 18 septembre à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, malgré un bref meeting organisé, vers 15 heures, par la C.G.T. aux portes de l'entreprise. Comme la veille, les élus cégétistes avaient accompagné jusqu'à son poste de travail l'ouvrier mis à pied pour « violence » sur la personne d'un contremaître. Au cours d'un entretien avec la direction, cet ouvrier s'est vu notifier les faits qui lui sont reprochés, et qu'il continue de nier, se déclarant étranger à cette affaire. La C.G.T. s'oppose toujours à son licenciement. Mais le thème principal du meeting de vendredi portait sur la « transparence des salaires », recommandée par M. Dupeyron, médiateur lors des grandes grèves du printemps.

La C.G.T. — qui entame une nouvelle fois sa lutte pour l'application

CHEFS D'ENTREPRISE  
Le Monde  
VOUS PROPOSE  
MARDI et MERCREDI  
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE  
DES BUREAUX, DES LOCAUX  
COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS  
A PARTIR DU 5 OCTOBRE



## AFFAIRES

### I.B.M. attaque en justice Hitachi et National Semiconductor

International Business Machine (I.B.M.) a introduit une demande en dommages et intérêts, contre les sociétés japonaise (Hitachi) et américaine (National Semiconductor), poursuivies par la justice américaine pour vol de secrets commerciaux d'I.B.M.

Hitachi et quatorze de ses employés avaient été accusés en juin dernier par la justice fédérale, d'avoir obtenu illégalement, des documents et du matériel concernant l'un des plus puissants ordinateurs d'I.B.M. (le 3081). La plainte déposée, le 16 septembre, auprès de la Californie par I.B.M., vise également plusieurs filiales et représentants d'Hitachi. Elle tend à obtenir, outre les dommages et intérêts et le paiement des frais de justice, une injonction du tribunal, interdisant toute concurrence déloyale. I.B.M. a décidé de ne pas poursuivre la société japonaise Mitsubishi, bien que quatre de ses employés aient été impliqués dans cette affaire - d'ac-

plombage industriel. Les avocats d'I.B.M. ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de croire que Mitsubishi avait acquis illégalement les secrets I.B.M.

Le géant de l'informatique continue ainsi son offensive sur le terrain juridique. Contre Hitachi, mais aussi contre certains de ses employés qui pourraient être tenus d'exploiter, pour leur compte, certaines idées de matériels développés dans les laboratoires de la firme. Trois dirigeants, dont deux ingénieurs en chef qui travaillaient sur le projet d'ordinateur personnel d'I.B.M., ont été exclus de l'entreprise et poursuivis en justice pour « vol de secret ».

Outre ces actions spectaculaires, I.B.M. renforce ses propres services de sécurité : trois cent cinquante millions de francs, au moins, seront désormais consacrés à la sécurité interne de la compagnie qui recrute d'anciens agents du F.B.I.

● **Contrat entre l'Argentine et Cuba.** - Cuba doit signer prochainement un contrat portant sur l'acquisition de produits argentins pour une valeur de 50 millions de dollars, parmi lesquels des matières premières et des produits industriels, a annoncé, le 15 septembre à Buenos-Aires, le secrétaire argentin au commerce, M. Alberto Fraguio. Par ailleurs, il a indiqué que les exportations argentines vers les pays de l'Est seront comprises, en 1983, entre 4 milliards et 4,5 milliards de dollars, avant d'annoncer qu'il va effectuer, en compagnie d'un groupe d'entrepreneurs argentins, une tournée en Tchécoslovaquie, en R.D.A., en Pologne et en Union soviétique. - (A.F.P.)

● **La firme américaine Bendix a indiqué qu'elle était assurée de prendre le contrôle de Martin Marietta** après que le tribunal de Baltimore eut donné le feu vert à son O.P.A. sur le fabricant de missiles. Il semble toutefois que Bendix n'ait pas encore gagné la partie dans la mesure où un délai de trente jours est nécessaire pour que les actionnaires de Martin Marietta puissent donner leur accord écrit à l'offre de Bendix. Martin Marietta compte bien mettre à profit ce laps de temps pour prendre, à son tour, le contrôle du géant américain de l'équipement automobile et aéronautique aux termes de l'O.P.A. croisée qui oppose les deux firmes (le Monde daté 12-13 septembre).

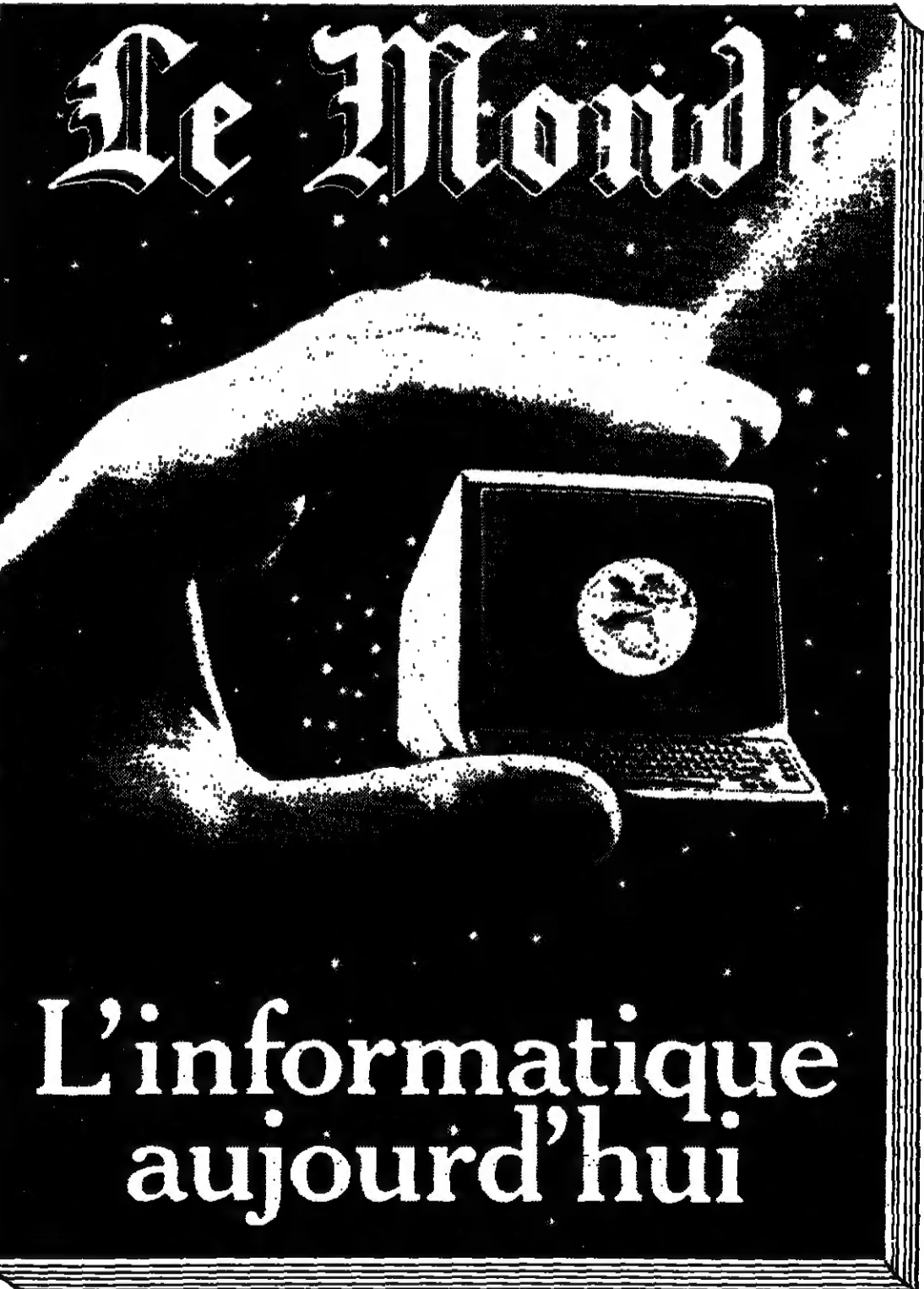
### Philips devrait racheter l'activité Lampes de Westinghouse

Le groupe néerlandais Philips devrait racheter pour 200 millions de dollars (1,4 milliard de francs) l'activité lampes du géant américain Westinghouse, aux États-Unis, au Canada, et au Mexique.

Cette opération lui permettrait de devenir le numéro un mondial de l'éclairage avec environ 26 % du marché devant le groupe américain G.T.E. Sylvania. L'accord conclu avec Westinghouse qui devra être soumis à l'approbation de l'administration américaine prévoit que Philips utilisera la marque commerciale du groupe américain pendant 7 ans, et reprendra dix usines aux États-Unis, deux au Canada, et une au Mexique.

Philips qui s'est lancé dans une vaste problématique d'acquisition ces deux dernières années avait déjà pris en mai dernier une participation de 34 % dans la société française la « Compagnie des lampes ». Le marché des lampes tend de plus en plus à se concentrer. Il se partage entre deux géants, Philips et G.T.E. Sylvania, et deux autres compagnies : le groupe japonais Hitachi et la société Osram, filiale du groupe allemand Siemens.

● **Un colloque national sur « Les consommateurs et l'inflation »** se tiendra à Paris, les 19 et 20 novembre, a annoncé vendredi 17 septembre à Rennes Mme Lalumière, ministre de la consommation. L'objectif de ce colloque, qui sera, en octobre, précédé de réunions régionales, est de « sensibiliser l'opinion des Français sur la nécessité de gagner la bataille de l'inflation et des prix pour préserver le marché intérieur et conquérir des marchés à l'extérieur ».



# Le Monde

## L'informatique aujourd'hui

### UN DOCUMENT DE 160 PAGES

réunissant des articles originaux et des textes publiés dans le Monde et actualisés

#### SOMMAIRE :

**OUTILS ET ÉQUIPEMENTS :** La révolution des matériels • Technologie d'aujourd'hui et de demain • Quand l'ordinateur parle et écoute, les terminaux rompent leur isolement • Le foisonnement des réseaux • Vers de nouvelles générations de logiciels.

**STRATÉGIES ET POLITIQUES :** Les forces en présence • La puissance américaine • Le challenger japonais • L'Europe dans un état « France : la longue marche » • Une stratégie globale.

**ÉCLATÈMENT DES UTILISATIONS :** L'ordinateur aux champs • Les moyens de production bouleversés • A l'assaut des bureaux • La banque et l'ordinateur • Les hésitations des P.M.E. • Une nouvelle donne pour les collectivités locales • Les systèmes de communication • L'informatique et l'information • La naissance d'une industrie • L'ordinateur, outil de création • A l'école • L'ordinateur et la santé • A l'armée • L'électronique à la maison.

**ENJEUX DE SOCIÉTÉ :** Le vide juridique • Informatique et libertés • Une technologie vulnérable • Travail et emploi • Formation : des efforts encore insuffisants • Le Vidéotex, nouveau média • Une chance pour les régions ? • Les flux transfrontières de données • Le fossé entre les nations • Un nouvel espace culturel.

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 28 F

## LA REVUE DES VALEURS

### BOURSE DE PARIS

Semaine du 13 au 17 septembre 1982

#### Un « optimisme passif »

« Six mois pour réussir », tel est l'objectif que s'est assigné le gouvernement, affirmait mercredi soir M. Jégo, lors de son discours de clôture de la semaine. Il s'agit de « réaliser en six mois ce qui se déroulerait en six mois », tel est le vrai enjeu, à la vitesse où se déroulent les événements - et l'éclatement de la coalition gouvernementale en Allemagne fédérale, vendredi matin, en est un bon exemple. Les pouvoirs publics ont peu de temps pour « concrétiser l'assainissement nécessaire de l'économie française » tel que le compte le ministre de l'économie et des finances.

Il faut dire que le gouvernement joue singulièrement de malchance en ce moment, et tout le monde l'admet, avec une fausse candeur, au palais Brongniart. A peine venait-il de mettre en place précipitamment (le mot n'est pas trop fort quand on sait que les spécialistes de la Société générale, qui se trouvaient vendredi dernier aux États-Unis, ont été priés de regagner au plus vite la métropole pour procéder en quarante-huit heures au montage de l'opération) un emprunt international de 4 milliards de dollars, puis susceptible de regrouper les réserves de change et de redresser le franc, que l'effondrement de la coalition entre libéraux et socialistes à Bonn ramenait tout le dispositif à la case départ.

Avec un bel ensemble, le Landerneau des chabotistes et bourgeois parisiens avait aussitôt pris le parti d'une indiscutable victoire de l'opposition chrétienne-démocrate aux élections, qui pourraient, le cas échéant, avoir lieu dans deux mois entre Rhin, et le mark, qui s'en demandait pas tant, s'en trouvaient rafferis, tandis que les actions quasi-allemandes cotées à Paris, Hoechst, Bayer, Deutsche Bank, R.A.S.F. et Siemens en tête, gagnaient plus de 3 % à 5 % selon les cas.

Du coup, les valeurs françaises, qui avaient progressé de 1,9 % la veille, rebatelaient vendredi dans l'oubli général, ramenant à un peu plus de 2 % la progression de la cote depuis le début de la semaine. A quelques jours des opérations de liquidation mensuelle - la « réponse des primes » aura lieu mardi 21 septembre, - le marché a tout de même progressé de près de 5 % en l'espace d'un mois.

« Un bon score pour une Bourse de province, puisque telle est la place de Paris par rapport aux marchés internationaux, et notamment à Wall Street », constate un professionnel, continuant le fait que, depuis quelques semaines, les acteurs du marché ont renoncé à toute initiative personnelle, préférant s'en remettre aux bons sens des investisseurs institutionnels. Chaque jour on pressente les « grand-mes » verbalisant et les ordres sont exécutés sans tarder bien avant le premier son de cloche, d'où la persistance de volumes étripés, oscillant entre 40 et 50 millions de francs au fil des séances, si l'on excepte les 80 millions de francs négociés jeudi lorsque la Bourse a voulu jouer les coquettes devant les caméras de télévision venues filmer on ne sait trop quoi, sans doute la réaction du Palais à ce gigantesque « malentendu », qui a pourtant conduit Mitterrand à tendre la stèle hors de l'Hexagone.

Si M. Jacques Delors s'avoue en « pessimisme actif », le meilleur moyen de ne pas être déçu selon lui, la Bourse, elle, pencherait plutôt pour l'« optimisme passif ». En ce moment, techniquement, le marché n'a guère de raisons de baisser, reconstruit-on autour des colonnes, et les performances réalisées par de nombreux titres confirment que certains opérateurs ont su saisir l'occasion qui leur était offerte. A titre d'exemple, depuis le début de l'année, Essilor a effectué un bond de 86 %, Intersect et Radiotechnique ont progressé de plus de 50 %, Cressot-Loire, de 46 %, Matra, de 34 % et P.L.M., dont la cotation a été suspendue lundi en prévision d'un accord commercial avec la Compagnie internationale des wagons-lits (le Monde du 16 septembre), s'est adjugé un gain de 59 % en huit mois et demi.

Pourtant, l'heure est encore trop souvent « à la soupe à la grimace » rue de Vivienne, en dépit de la récente réforme de l'épargne et de la « victoire » que n'a pas manqué d'invoquer le patronat après la décision gouvernementale de suspendre jusqu'en 1985 l'impôt sur les grandes fortunes frappant l'outil de travail. Même si la sortie du blocage des prix et des salaires, attendue pour le 1<sup>er</sup> novembre prochain, suscite moins d'inquiétude que par le passé, toutes les hypothèses ne sont pas levées, notamment sur le chapitre des revenus, estime-t-on.

Par ailleurs, et c'est là un élément fondamental pour le marché, « si on a bien tapé dans le ventre mou de l'épargne », comme l'affirme un familier de la corbeille, nul n'est en mesure, à l'heure actuelle, de déterminer quelle proportion de « monoristes » vont opter pour le futur compte d'épargne en actions (C.E.A.), dont la formule pourrait encore susciter quelque discussion au Parlement (1). Devant cette incertitude, les gestionnaires de portefeuille et, surtout les SICAV, pourraient être amenés à différer les placements qu'ils opèrent généralement au dernier trimestre de chaque année pour les reconduire au début 1983, de façon à faire la « soudure » entre les deux formules d'épargne, les « 5 000 F Money » et le C.E.A.

La dernière livraison de l'hebdomadaire Investir apporte à cet égard quelques éclaircissements. Analysant les résultats d'un sondage effectué auprès de mille six cents lecteurs (2), notre confrère en conclut que 57 % des personnes interrogées sont favorables au C.E.A., 35 % étant hostiles à cette formule, mais, dans le même temps, 73 % des lecteurs affirment avoir modifié leur stratégie de placements en faveur des obligations. Celles-ci occupent haut la main la première place parmi « les types de placement qui protégeront le mieux votre capital dans les années qui viennent », alors que les actions se trouvent reléguées au sixième rang, derrière l'immobilier, l'or... les forêts et les œuvres d'art. Un beau sujet de méditation pour les gérants de portefeuille.

SERGE MARTL

(1) Certains parlementaires souhaiteraient ramener de 20 000 F à 12 000 F par ménage le montant maximal de ce compte en actions, mais en portant le crédit d'impôt de 20 % à 30 %, de façon à attirer davantage de cadres vers cet instrument d'épargne.

(2) Investir du 18 décembre 1982.

#### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	13 sept.	14 sept.	15 sept.	16 sept.	17 sept.
Terme	83873152	118067928	133094 534	135388 172	124100982
Comptant	407551689	649780811	499465030	868454107	643745519
R. et obl.	68131628	100201913	69295658	69686186	82287028
Total	559556469	868050652	701855222	1073528465	850133529

	13 sept.	14 sept.	15 sept.	16 sept.	17 sept.
Franc	101,6	102,2	102,6	103,9	-
Etrang.	113,4	115,0	113,4	114,8	-

#### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

	13 sept.	14 sept.	15 sept.	16 sept.	17 sept.
Tendance	113,1	114,1	114,8	117,0	116,2
Indice gén.	98,5	98,8	99,1	100,2	100,1

### BOURSES ÉTRANGÈRES

#### NEW-YORK

En hausse

En dépit des prises de bénéfices intervenues en fin de semaine, Wall Street a enregistré une prédominance de hausses. Le principal indicateur du marché new-yorkais, le Dow Jones, a finalement gagné 10,12 points à son tour pour s'élever à 916,94 vendredi.

Les valeurs bénéficiaires ont continué à se manifester jeudi lorsque le Dow Jones a atteint le palier de 930 et elles se sont accentuées par la suite dans la crainte que la Réserve fédérale n'inscrive l'annonce d'un assouplissement de la masse monétaire pouvant assécher plusieurs milliards de dollars. Les valeurs devaient être confirmées vendredi soir, puisque la masse monétaire M-1 est effectivement gonflée de 4,3 milliards de dollars durant la semaine dernière.

	Cours 10/9	Cours 17/9
Alcoa	28 7/8	27 3/4
A.T.T.	54 7/8	55 1/8
Boring	22 1/2	23 5/8
Cheseb. Mfg. Co.	36 1/2	38 3/8
Du Pont de Nem.	35 3/4	36 1/2
Eastman Kodak	32 5/8	34 1/2
Exxon	28 3/8	28 1/4
Ford	25 3/8	27 1/8
General Electric	76 3/8	75 1/4
General Foods	37 1/8	39 1/2
General Motors	47 1/8	48 5/8
Goodyear	25 5/8	26 1/2
I.B.M.	27 1/2	28 1/4
I.T.T.	27	28 1/8
Mobile Oil	28 1/4	28 5/8
Pfizer	63 3/8	64 1/2
Schlumberger	36 3/8	37 3/8
Tecumseh	29 7/8	28 1/8
U.A.L. Inc.	21 5/8	21 1/4
Union Carbide	59	48 3/4
U.S. Steel	19 1/4	18 1/2
Westinghouse	31 1/2	33 5/8
Xerox Corp.	34 3/8	34 5/8

#### FRANCFORT

Forté hausse

Le marché a été particulièrement bien orienté cette semaine après le vigoureux coup de pouce observé vendredi lorsque l'été été confirmé, dans la matinée, l'éclatement de la coalition gouvernementale entre libéraux et socialistes-démocrates qui marque la fin du gouvernement Schmidt.

Aussitôt, les investisseurs ont tablé sur la perspective d'élections législatives anticipées qui permettraient aux chrétiens-démocrates, cantonnés dans l'opposition depuis 1969, d'accéder enfin aux rênes du pouvoir.

Au total, l'indice de la Commerzbank s'établissait vendredi à 704,9 contre 674,4 la semaine précédente.

	Cours 10/9	Cours 17/9
A.E.G.	29,30	32,80
B.A.S.F.	109,90	116,30
Bayer	108,80	115,90
Commerzbank	113,20	121,40
Hoechst	105,20	113,30
Mannesman	132,20	140,80
Siemens	136	149,70
Volkswagen	130,50	145,00

#### LONDRES

En baisse

Après la période d'euphorie enregistrée au début de septembre, le Stock Exchange a fait progressivement marche arrière et la cote a encore perdu du terrain au cours de cette semaine, qui s'achève sur des opérations de liquidation mensuelle.

A l'exception d'une brève reprise, mardi, dans le sillage des places américaines, les valeurs industrielles ont baissé tout au long de la semaine et les indices « F.T. » s'établissent ainsi : industrielles, 563,7 contre 574,6 ; mines d'or, 363,1 contre 347,7 ; fonds d'Etat, 77,53 contre 77,56.

	Cours 10/9	Cours 17/9
Bovinter	201	195
Brit. Petroleum	342	288
Charter	188	181
Courtauld	68	69
De Beers (*)	5	5,15
Free State Gold (*)	31 7/8	32 3/8
Gr. Univ. Store	51	50
Imp. Chemical	298	290
Shell	438	414
Vickers	140	128
War Loan	33 1/2	33 1/8

(\*) En dollars.

#### TOKYO

Nouveau repli

Les cours ont régressé cette semaine au Kabuto-Cho, essentiellement en raison de la dépréciation observée sur le yen par rapport au dollar et ils n'ont pu se redresser en fin de semaine, le marché étant clos vendredi en raison d'une fête nationale ainsi que samedi comme il est de coutume pour le troisième samedi de chaque mois.

Seules les instruments de précision et quelques valeurs du secteur électronique et électrique ont réussi à tirer leur épingle du jeu et l'indice Nikkei Dow-Jones a finalement perdu 137,61 yen pour s'établir à 7 087,90, tandis que l'indice général baissait de 0,19 point, à 530,31.

	Cours 10 sept.	Cours 17 sept.
Aixai	270	275
Bridgestone	446	440
Canon	860	857
Fuji Bank	580	580
Honda Motor	738	758
Matsushita Electric	1120	1100
Mitsubishi Heavy	178	181
Sony Corp.	3250	3440
Toyota Motors	874	872

150 من الاموال



صكزا من الارجل

VALEURS

BOURSES ÉTRANGÈRES

Table of foreign stock market values including sections for NEW-YORK, LONDRES, and TOKYO.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

L'emprunt français est souscrit

La République française est certaine de trouver sans difficulté sur l'euromarché, les 4 milliards de dollars qu'elle recherche depuis mercredi, afin de relancer le franc...

Le premier eurocrédit stand-by de 1,5 milliard de dollars, levé par la République française en 1974, ne fut jamais utilisé, même partiellement...

Les devises et l'or

Raffermissement du franc Amorce d'une reprise du mark

L'événement de la semaine a été l'annonce, mercredi 15 septembre, de l'ouverture d'une ligne de crédit de 4 milliards de dollars (28 milliards de francs)...

La semaine avait fort mal commencé pour le franc, lundi, le dollar, dopé par une légère tension des taux aux États-Unis et un gonflement de 900 millions de dollars de la monnaie allemande...

Les matières premières

Faiblesse de l'étain Le sucre au plus bas depuis près de dix ans

Incertitude : tel a été le maître mot cette semaine sur les marchés commerciaux, incertitude quant à l'orientation que vont prendre les taux d'intérêt américains...

MÉTALUX. - Le cuivre s'est montré irrégulier, le soutien qu'il avait pu tirer de la fermeture de la mine de Noranda à Bell, en Colombie Britannique...

TEXTILES. - Les pertes provoquées par un incendie dans un important entrepôt du Havre n'ont pas suffi à raffermer la tendance du coton...

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 17 SEPTEMBRE

Table with 10 columns: PLACE, Livre, S.E.L., Franc français, Franc suisse, D. mark, Franc belge, Florin, Lira italienne. Rows include London, New-York, Paris, Zurich, Francfort, Bruxelles, Amsterdam, Milan, Tokyo.

Marché monétaire et obligataire

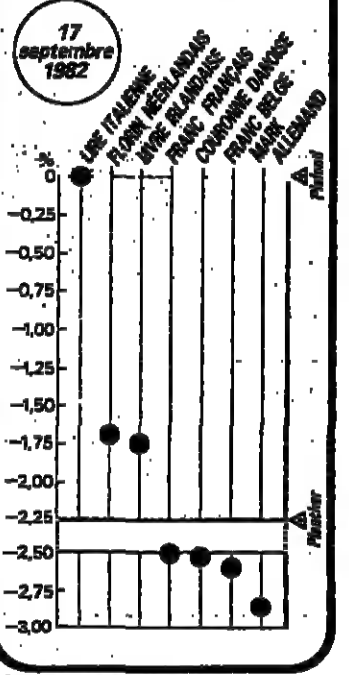
Flottement

L'incertitude règne aux États-Unis sur l'évolution future des taux d'intérêt, dont la Réserve fédérale (le FED) garde, plus que jamais, la maîtrise et le secret...

Selon l'économiste bien connu Milton Friedman, les taux américains vont remonter dans les mois à venir, malgré la stagnation de l'économie...

FRANÇOIS RENARD.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE



\*Système monétaire européen



